“ La masacre de Ambo ” : histoire d’une révolte paysanne (Département de Huánuco, Pérou, 1962-1963)

“La masacre de Ambo”: historia de una revuelta campesina (departamento de Huánuco, Perú, 1962-1963)

“La massacre de Ambo”: history of a peasant’s rebellion (department of Huánuco, Peru, 1962-1963)

Maud Lachenal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bifea/5826>

DOI : 10.4000/bifea.5826

ISSN : 2076-5827

Éditeur

Institut Français d'Études Andines

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : 135-165

ISSN : 0303-7495

Référence électronique

Maud Lachenal, « “ La masacre de Ambo ” : histoire d’une révolte paysanne (Département de Huánuco, Pérou, 1962-1963) », *BULLETIN DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANDINES* [EN LIGNE], 33 (1) | 2004, MIS EN LIGNE LE 08 AVRIL 2004, CONSULTÉ LE 02 DÉCEMBRE 2020. URL : [HTTP://JOURNALS.OPENEDITION.ORG/BIFE/5826](http://JOURNALS.OPENEDITION.ORG/BIFE/5826) ; DOI : [HTTPS://DOI.ORG/10.4000/BIFE/5826](https://doi.org/10.4000/BIFE/5826)

Les contenus du *Bulletin de l'Institut français d'études andines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

“LA MASACRE DE AMBO ” :
HISTOIRE D’UNE RÉVOLTE PAYSANNE
(DÉPARTEMENT DE HUÁNUCO, PÉROU, 1962-1963)

*Maud LACHENAL**

Résumé

À travers l’histoire de la révolte de la communauté de Huaylla y Aclacancha (vallée d’Ambo, département de Huánuco) il est possible de comprendre comment s’organisent les paysans *comuneros* pour défendre leurs terres communautaires. L’analyse des requêtes paysannes envoyées aux autorités gouvernementales dévoile l’importance pour la communauté de faire valoir la légitimité de ses droits de propriété, en s’appuyant à la fois sur des actions légales et sur des occupations de terre. Cependant l’utilisation simultanée de ces moyens de revendication n’explique pas en soi le dérapage vers la violence, connu dans la presse comme *la masacre de Ambo* (la tuerie d’Ambo). Seule une étude des contextes dans lesquels interagissent tous les acteurs concernés (*comuneros*, syndicalistes, autorités politiques, policiers et *hacendados*) peut permettre de saisir pourquoi les réclamations de cette communauté ont débouché sur la mort de *comuneros*.

Mots clés : *Révolte paysanne, violence, communauté indigène, territoire, histoire, XX^e siècle, Huánuco, Pérou.*

“LA MASACRE DE AMBO”: HISTORIA DE UNA REVUELTA CAMPESINA
(DEPARTAMENTO DE HUÁNUCO, PERÚ, 1962-1963)

Resumen

A través la historia de la lucha de la comunidad de Huaylla y Aclacancha (provincia de Ambo, departamento de Huánuco) se puede comprender cómo se organizan los comuneros para defender sus tierras comunales. El análisis de las solicitudes enviadas por los comuneros a las autoridades gubernamentales nos muestra la importancia, para la comunidad, de hacer valer tanto la legitimidad de sus derechos de propiedad como, al mismo tiempo, apoyarse sobre acciones legales y ocupaciones de tierras. La utilización simultánea de esos medios de reivindicación no explica en sí el deslizamiento violento, conocido en la prensa como *la masacre de Ambo*. Pero sí, el análisis de los contextos en los cuales interactúan todos los actores de ese drama (comuneros,

* E-mail : mlachenal@hotmail.com

sindicalistas, autoridades políticas, gardias civiles y hacendados) nos permite comprender por qué las reclamaciones de esta comunidad desembocan en la muerte de comuneros.

Palabras claves: *Revuelta campesina, violencia, comunidad indígena, territorio, historia, siglo XX, Huánuco, Perú.*

“LA MASSACRE DE AMBO”: HISTORY OF A PEASANT’S REBELLION
(DEPARTMENT OF HUÁNUCO, PERU, 1962-1963)

Abstract

Through a history of the community’s rebellion (Huaylla y Aclacancha, in Ambo’s valley, department of Huánuco), we can understand how peasants (*comuneros*) organize themselves to defend their community’s lands. Analysis of peasants’ requests sent to the governmental authorities shows the importance, for the community, to claim their rights and possessions by using legal actions as well as land occupation. The use of both ways of revendication doesn’t explain the rush of violence, known in the press as *la masacre de Ambo*. The analysis of contexts in which all the actors (*comuneros*, trade-unionists, politics authorities, policemen and landowners) are acting is one way to understand why this community’s requests have led to the death of *comuneros*.

Key words: *Peasant rebellion, violence, indian community, territory, history, 20th century, Huánuco, Peru.*

“*La masacre de Ambo*” titrent le 23 juin 1962 les journaux nationaux d’extrême gauche tels que *Unidad* (1), tandis que le journal *La Prensa*, organe de diffusion des libéraux de droite, dénonce l’embuscade tendue par les *comuneros* contre la police. Pour le PCP (Parti communiste péruvien), la violence de la répression vient de frapper encore une fois les paysans des communautés indigènes engagées dans la lutte pour récupérer leurs terres usurpées par les *hacendados* voisins. Toutefois *La Prensa* dément immédiatement toute relation entre cet événement de la province d’Ambo, département de Huánuco, et les conflits de terres qui incitent les paysans à envahir les propriétés privées depuis la fin des années 1950 dans la sierra sud et dans l’ensemble des haciendas andines à partir des années 1960. Ainsi, forces politiques et forces sociales se manifestent à travers l’ensemble de la presse tandis que les affrontements sur le terrain entre paysans des communautés et des haciendas, grands propriétaires terriens et forces de l’ordre prennent de l’ampleur. D’un côté, les communautés indigènes (2) se mobilisent pour réclamer, par la voie légale et par des occupations de terre, la propriété de leurs terres usurpées. De l’autre, les travailleurs d’haciendas organisent des syndicats agricoles pour revendiquer de meilleures conditions de travail : salaires, accès à la terre et au marché économique.

(1) Le journal *Unidad* est l’organe du PCP (*Partido Comunista Peruano*). Le 23 juin paraissent les articles et les communiqués du Comité Central du PCP et de la CCP (*Confederación Campesina del Perú*) (voir Guzman & Vargas, 1981).

(2) Le terme de communautés indigènes sera utilisé au cours de ce travail afin d’éviter tout anachronisme. En effet, les communautés ne prendront le nom de « communauté paysanne » qu’à partir du gouvernement du général Velasco (1969-1975).

Ces mouvements paysans ont fait l’objet de nombreux travaux dans les années 1970-1980 alors qu’une des réformes agraires les plus radicales d’Amérique latine se mettait en place au Pérou sous le gouvernement révolutionnaire des forces armées du général Velasco (1968-1975). Analysées comme les antécédents de cette réforme agraire, les *luchas campesinas* (luttons paysannes) ont été perçues, selon la grille de lecture marxiste, comme des *movimientos revolucionarios* (mouvements révolutionnaires), notamment, les conflits de terre les mieux organisés politiquement et syndicalement, ceux de la vallée de la Convención y Lares dans le département de Cuzco, et ceux des départements de Pasco et de Junín (Blanco, 1972 ; Craig, 1983 ; Fioravanti, 1976 ; Hobsbawm, 1983 ; Remy 1991 ; Kapsoli, 1975 ; 1981 ; Flores Galindo, 1978). Ces études expliquent les soulèvements paysans par le développement capitaliste au sein de l’économie agraire et par la crise du système de l’hacienda, lesquels ont accentué les différenciations sociales et intensifié la lutte entre les classes dominantes, la « bourgeoisie de campagne » et l’oligarchie terrienne, et les classes dominées ou « le prolétariat rural » (3). Ce sont donc principalement les causes économiques qui sont mises en avant dans ces analyses structurales.

Le travail que je propose ici tente d’apporter des éléments nouveaux pour comprendre cette période et surtout les soulèvements paysans qui la caractérisent. Pour cela, il m’a semblé intéressant de m’attacher à une région, celle de Huánuco, complètement délaissée par l’héritage bibliographique car, en apparence, il ne s’y passe pas grand-chose. En effet, dans le contexte d’agitation qui touche alors l’ensemble du pays (Guzman & Vargas, 1981) (4) comparativement aux guérillas paysannes organisées dans la région de Cuzco et aux prises de terres violentes à Pasco, la *masacre de Ambo* dans le département de Huánuco est un événement de moindre envergure. Cependant les affrontements m’apportaient la preuve que la région était au cœur des événements nationaux. Le fait que la presse qualifie de « massacre » les heurts qui se sont produits entre les *comuneros* (5) de Huaylla y Aclacancha et la garde civile venue protéger la propriété occupée de l’hacienda de Huandobamba (voir Fig. 1) montre la violence et le caractère sporadique de la mobilisation paysanne qui s’organise en trois vagues entre janvier 1962 et décembre 1963.

Bien que ce massacre ne soit pas une exception au niveau national, il est, en ce qui concerne le département de Huánuco dans les années 1956-1964, le seul cas de violence divulgué par la presse écrite. Quels sont donc les facteurs susceptibles d’avoir engendré la mobilisation de la communauté de Huaylla y Aclacancha, la création de la Fédération provinciale des paysans d’Ambo et le dérapage vers la violence ? Il conviendra alors de préciser la spécificité de cette communauté dans la province d’Ambo

(3) Le travail de Mallón (1983) offre une incomparable perspective historique pour expliquer le processus par lequel les communautés paysannes de la vallée de Yanamarca se sont transformées au fur et à mesure de la pénétration capitaliste dans les campagnes péruviennes. Par ailleurs, l’auteur propose une étude fine et méticuleuse de l’influence des secteurs paysans différenciés (le prolétariat rural et la bourgeoisie de campagne) sur la nature et les formes du capitalisme pénétrant. Il analyse notamment la participation des paysans à la vie nationale et les résultats de cette intégration sur les réalités socio-économiques du pays.

(4) Cet ouvrage regroupe l’ensemble des articles de presse publiés sur le sujet selon une classification chronologique.

(5) Les membres d’une communauté indigène dont le statut leur reconnaît des droits (tels que celui de cultiver une parcelle) et des devoirs (tels que participer aux *faenas*, travaux pour la collectivité).

Fig. 1 – L’hacienda Huadobamba et la communauté de Huaylla y Aclacancha dans la province d’Ambo (Source : carte du département de Huánuco. Institut géographique national du Pérou, 1988).

afin de comprendre comment les réclamations pour la terre de la part de la communauté de Huaylla y Aclacancha ont pu déboucher sur la mort de sept *comuneros*. L’objectif de ce travail est d’analyser comment, dans un contexte national de contestation, la communauté concernée fut contrainte de prendre certaines décisions.

Dans cette perspective, la section des archives préfectorales au sein des Archives régionales de Huánuco (ARH) m’a permis d’appréhender, depuis la source, les réclamations paysannes en considérant avec autant d’attention l’ensemble de la documentation consultée, les démarches auprès des autorités politiques et judiciaires, comme les contraintes qui pèsent sur la communauté, à travers les rapports préfectoraux sur les *invasiones de tierras* (6). Ainsi, le foisonnement d’informations contenues dans ces archives transformait l’analyse des coupures de presse en simple complément (7). Dans le même temps, la confrontation de l’ensemble des données m’a permis de nuancer l’image de violence rurale et de forte organisation politico-syndicale des mouvements paysans que véhiculait la presse. Ce travail tente donc d’interpréter sous un angle renouvelé le phénomène de la mobilisation paysanne par le biais de la méthode indiciare (Bensa, 1996 : 37), par laquelle une situation précise est isolée et méticuleusement étudiée, à l’échelle micro-analytique. En mettant l’accent sur les choix effectués, les ressources mobilisées et les décisions prises par les divers acteurs impliqués, les *comuneros*, les syndicalistes, les *hacendados* et les autorités concernées, il me semble possible de proposer une vision renouvelée des conflits agraires.

Pour comprendre le processus d’enclenchement et d’expression de la violence de cet événement, il convient de revenir dans un premier temps sur la problématique centrale de l’accès à la terre dans la province d’Ambo et dans la communauté de Huaylla y Aclacancha. La lecture des archives préfectorales mettant surtout à jour les réclamations de la communauté de Huaylla y Aclacancha, j’analyserai les aspirations et les enjeux des divers acteurs qui apparaissent en filigrane dans les requêtes de la communauté et des *hacendados* auprès des autorités politiques. Ce travail veut montrer qu’à travers l’étude d’un cas particulier, ici la communauté de Huaylla y Aclacancha, il est possible de cerner puis de s’écarter du filtre qu’impose le discours idéologique des leaders politiques et syndicaux venus encourager la mobilisation paysanne. Par cette approche micro-locale qui privilégie des faits en apparence anecdotiques mais qui sont reliés aux contextes dont ils participent, il s’agit de saisir certains comportements paysans en regard des enjeux sociaux.

Ainsi, nous montrerons comment la communauté perçoit le problème des structures agraires et surtout comment elle s’appuie sur la reconnaissance de son existence juridique pour consolider son territoire communautaire. Nous verrons ensuite comment les *comuneros* s’appuient sur le contexte national et les événements locaux pour agir en fonction de leurs aspirations. Et enfin comment, à travers l’analyse de la “*masacre*”, il nous est possible de discerner ces aspirations et d’appréhender les relations qu’entretient la communauté de Huaylla y Aclacancha avec les autres acteurs concernés, les syndicalistes, *hacendados* et gardes civils.

(6) Le *legajo* 172, *expediente* 2192 et le *legajo* 150, *expediente* 2004 sont intitulés « requêtes sur les invasions de terres, 1961-1963 ».

(7) La plupart des coupures de presse proviennent de la section des périodiques de la Bibliothèque nationale de Lima et de l’ouvrage de Guzman & Vargas, 1981.

1. LES CONDITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA MOBILISATION PAYSANNE POUR LA TERRE

L'étude du monde rural est étroitement liée aux conditions géographiques, démographiques et économiques du pays et de la région. Les travaux sur les mouvements paysans des années 1960 (Fioravanti, 1976 ; Hobsbawn, 1983) insistent sur l'inégale répartition des terres et sur les relations de dépendance qui existent entre les grands propriétaires terriens et les paysans producteurs (qu'ils soient *comuneros*, *arrendires* ou *peones*) (8) pour expliquer l'émergence des syndicats et des mouvements paysans. Qu'en est-il dans la province d'Ambo, pour la communauté de Huaylla y Aclacancha et l'hacienda de Huandobamba (voir carte) ? Une brève analyse des conditions socio-économiques nous amènera à considérer plus particulièrement les réclamations de la communauté pour la défense de ses terres et, par conséquent, à soulever l'hypothèse qu'un véritable sentiment de spoliation est à l'origine de la mobilisation paysanne.

1. 1. La situation socio-économique de la vallée d'Ambo

Si l'on considère un certain nombre d'études, nous nous apercevons qu'il existe des facteurs communs pouvant expliquer les profondes transformations des campagnes. Ainsi, le développement capitaliste et sa pénétration dans le monde rural, les politiques gouvernementales de centralisation et d'intégration territoriale (construction de routes) et les progrès de l'instruction scolaire sont analysés comme des processus décisifs dans les mutations du monde rural (Weber, 1983 ; Piel, 1995 ; Mendrars, 1995 ; Bey 1994). En ce qui concerne le Pérou, la période 1880-1930 est celle des grandes transformations avec la transition au système capitaliste qui engendre l'expansion de l'agriculture d'exportation, et la formation de l'État-Nation — à travers les politiques de centralisation étatique et d'intégration nationale mises en place sous le gouvernement de A. Leguía (1919-1930). L'interaction entre les dimensions économiques et politiques est constante et les “ conséquences sur le contrôle social et les relations de travail sont au cœur des conflits ” (Mallón, 1995 : 68). À partir des années 1930, ces transformations politiques et économiques entraînent de vastes mobilisations sociales, notamment dans les milieux ruraux (Caballero, 1981 ; Bullick, 1991 ; Matos Mat976 ; Cotler1978). Ainsi, les mouvements paysans qui s'organisent à partir des années 1956-1957, notamment dans la sierra sud, sont expliqués par l'inadéquation croissante des structures agraires traditionnelles et du système de l'hacienda. Les travaux sur les “ *luchas campesinas* ” montrent donc que les paysans, organisés en syndicats, réclament une redistribution plus équitable de la terre et de meilleures conditions de travail face à l'accentuation des différenciations sociales, à la pénétration capitaliste dans l'économie rurale et à l'expansion de la grande propriété aux dépens des petits propriétaires et des communautés indigènes.

Aussi les analyses des mouvements paysans des années 1950-1960 reposent-elles sur l'hypothèse que seule une réforme agraire peut transformer en profondeur les structures agraires et les relations de travail. Encore faut-il se demander dans quelle mesure les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha sont touchés par ces transformations

(8) L'*arrendire* ou, selon les régions le *colono*, est un paysan qui, en échange d'obligations de travail, a le droit de jouir de la terre d'un propriétaire, ce qui implique une relation de dépendance personnelle. Le *peón* est, quant à lui, un travailleur de l'hacienda.

économiques. Le phénomène de la pression démographique sur la terre est-il le facteur déclenchant la mobilisation de la communauté ? Que réclame-t-elle auprès des institutions de l’État ?

1. 1. 1. L’importance stratégique de la vallée d’Ambo

La spécificité de la province d’Ambo relève d’éléments historiques, administratifs et géographiques. En effet, la province d’Ambo a toujours été une zone stratégique dans le département de Huánuco. Le chemin qui relie la capitale départementale, Huánuco, à la capitale du gouvernement, Lima, en passant par Cerro de Pasco et par Ambo, existait déjà à l’époque du vice-royaume du Pérou (Chassin & Dauzier, 1981 : 9). Or, cette route traverse la province d’Ambo et relie Lima à Tingo María, la porte d’entrée de l’Amazonie, la voie pour la colonisation des terres vierges. La province d’Ambo est donc le lieu de passage obligé entre les grands centres de population et d’économie de plusieurs départements tels que les mines de Cerro de Pasco, les plantations de coca des provinces de Marañón et de Pachitea (département de Huánuco) et le centre politico-administratif de Huánuco.

Les événements qui ont secoué le Pérou et surtout la sierra centrale montrent l’importance stratégique de cette zone. Dans le département de Huánuco, la province d’Ambo a été le lieu d’affrontements violents entre loyalistes et patriotes lors de la révolte de 1812, en plein cœur des guerres américaines d’indépendance (Lachenal, 1999 ; Demélas, 1992). La province est aussi connue pour avoir été le lieu d’organisation de guérillas indigènes engagées dans la lutte contre l’envahisseur chilien durant la guerre du Pacifique (1879-1883). Ces phénomènes d’envergure nationale ont permis à la population *ambina* de s’illustrer par sa participation active aux événements du pays.

Toutefois, la spécificité de la province d’Ambo est encore plus étroitement liée au fait que géographiquement et économiquement elle se rattache à une partie de la sierra centrale, c’est-à-dire aux départements voisins de Junín et surtout de Pasco. Effectivement, dans les années 1960, la province d’Ambo appartenait politiquement à Huánuco mais judiciairement à Pasco et les délimitations étaient si peu précises qu’aujourd’hui encore il est difficile de déterminer auprès de quelle instance il faut se renseigner (9). Par ailleurs, les liens politico-administratifs et les échanges commerciaux existant entre ces départements alimentent les migrations temporaires — travail des mines à Pasco, de la culture de la coca dans la selva — et tout autant les échanges de nouvelles et de rumeurs entre les villages.

La vallée d’Ambo, au confluent du Chaupiwara (ou Huertas) venant de Pasco et du Huallaga, donne naissance à la vallée plus large qui descend vers Huánuco puis en direction du bassin amazonien. Des terres froides à plus de 4 000 m d’altitude, la route sinueuse descend jusqu’à 2 000 m, au niveau de la ville d’Ambo. La zone étudiée se situe au niveau où la gorge du Huallaga s’élargit vers la vallée de Huánuco. La route Lima-Pasco-Huánuco longe les limites de la propriété de Huandobamba et de la communauté de Huaylla y Aclacancha, qui ne sont qu’à huit kilomètres d’Ambo, et à

(9) C’est pourquoi les archives judiciaires de la province d’Ambo sont disséminées entre les tribunaux des deux départements malgré des tentatives de regroupement de la documentation au tribunal de Huánuco. Il en est de même pour les dossiers de certaines communautés dispersées entre les deux bureaux d’assistance judiciaire du Ministère de l’Agriculture de Huánuco et de Pasco (Lachenal, 2001).

vingt-quatre de Huánuco. Le village de Huaylla, au bord du fleuve, rejoint celui d'Aclacancha sur les hauteurs pentues (10). La communauté occupe et utilise l'ensemble des étages écologiques sur lesquels se situent ses terres (voir Fig. 1).

L'activité productive principale dans la gorge où coule le Huallaga est l'élevage, qu'il soit bovin pour la production de beurre, caractéristique de l'hacienda de Huandobamba, ou ovin dans les terres froides d'alpages, proches de Cerro de Pasco. L'agriculture se pratique sur les différents étages écologiques de cette gorge, mais les ressources agricoles, mis à part l'élevage, sont faibles. Le terrain accidenté, la faible modernisation technique sont quelques éléments expliquant l'impossibilité d'exploiter intensivement les terres et de se spécialiser dans la monoculture — telle que le coton et le canne à sucre cultivés dans la vallée de Huánuco. Dans ces conditions, l'élevage est la ressource économique la plus rentable, bien qu'elle soit déstabilisée par les nombreux vols de bétail — *lábigeato* — et le banditisme qui sévissent dans tout le département, et qui sont inlassablement dénoncés par les propriétaires terriens et les autorités policières.

L'élevage et les productions agricoles de la communauté de Huaylla y Aclacancha et surtout la fabrique de beurre de l'hacienda de Huandobamba alimentent donc les marchés locaux du fait de leur proximité de la capitale provinciale, nœud commercial d'importance régionale. En effet, le commerce se développe autour de la ville d'Ambo, pôle de pouvoir local puisque centre administratif provincial (sous-préfecture, garde civile) et lieu de résidence de l'élite provinciale (11). Mais, en termes absolus, ce pôle économique et politique a une portée circonscrite au local et au régional dans la mesure où il représente un marché pour les produits de la région et non pour la vente nationale ou l'exportation. Les autorités politiques locales gèrent donc les affaires du lieu sans peser d'un grand poids sur les décisions d'ordre économique et politique au niveau national. Ce caractère marginal et relativement local de l'économie de la province s'explique également par certaines caractéristiques des structures agraires. C'est pourquoi, il est fondamental de s'interroger sur l'ampleur de la surpopulation de cette zone mais aussi sur le sentiment de spoliation qui anime les *comuneros* privés de terres.

1. 1. 2. La pression démographique sur la terre est-elle à l'origine de la révolte ?

En 1961, la population rurale représente 82 % de la population de la province d'Ambo (Maletta & Bardales, s.f. : 43), et la densité est la plus forte de tout le département (20,9 habitants/km² en 1940 et 25,4 en 1961) (12). La pression qu'exerce

(10) Aujourd'hui, et ce depuis l'effondrement de la coopérative agricole, la communauté mère de Huaylla y Aclacancha s'est séparée en deux et toutes les annexes qui lui étaient attenantes ont pris leur indépendance. Les conflits pour les terres sont encore d'actualité et sont même ravivés par des querelles et des jalousies anciennes.

(11) Cette élite, souvent appelée « oligarchie » comprend surtout les *gamonales*, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers qui contrôlent les pouvoirs économique et politique et la main-d'œuvre indigène, mais aussi les marchands qui ont réussi à devenir des intermédiaires puissants entre les paysans producteurs, les *gamonales* et les grands exportateurs.

(12) Selon les recensements de la population publiés par l'INEI (*Instituto Nacional de Estadística e Informática*). Les disquettes des résultats, par département, sont disponibles au siège de ce même institut à Lima.

cette population sur la terre est donc bien réelle depuis les années 1940 au moins (le précédent recensement de 1876 n'offre pas d'indications à ce sujet). Ce phénomène touche plus particulièrement la gorge du Huallaga où passe la voie de communication principale et où se trouvent les terres cultivables : ses habitants doivent faire face au surpeuplement ainsi qu'à la résurgence d'anciens conflits territoriaux entre communautés indigènes et entre celles-ci et les haciendas voisines pour pouvoir cultiver chaque lopin de terre et faire valoir leurs droits de propriété.

L'analyse des structures agraires est indispensable à la compréhension de ces tensions. La province d'Ambo est constituée à 83% d'unités agricoles de plus de 2 500 hectares (13), ce qui nous éclaire sur le poids relativement significatif des grandes propriétés foncières parmi lesquelles figurent aussi bien les terres des communautés indigènes (principalement les pâturages d'altitude) que celles des haciendas. À côté de ces très grandes unités agricoles se trouvent, soit des unités agricoles de toute petite taille (entre 0,5 et 5 hectares, 6 % de la superficie totale), soit d'assez grandes unités agricoles (entre 500 et 2 500 hectares : 5 %). Le paysage agraire d'Ambo est donc caractéristique de la structure agraire andine traditionnelle où se côtoient latifundium et minifundium. Par ailleurs, 40 % du total des unités agricoles de la province sont subdivisées en deux ou trois parcelles (Maletta & Makhlon, s.f. : 33), tandis que le quart est divisé en plus de six parcelles. Or l'extrême parcellisation des terres a souvent été interprétée comme la survivance du type traditionnel d'agriculture andine, celle de subsistance, dans la mesure où elle rend difficile l'évolution vers une monoculture orientée sur le marché national et/ou mondial. Toutefois, comme l'a constaté Mallón pour la vallée de Yanamarca (sierra centrale), dans les années 1920-1940 certains paysans sont devenus des agriculteurs entrepreneurs, combinant innovation et commercialisation avec la variété des produits. Aussi, l'image d'une agriculture andine de subsistance, imperméable aux changements économiques, doit-elle être nuancée.

Dans ce paysage, les trente communautés paysannes reconnues dans la province d'Ambo (14) comptent 9 026 familles vivant sur 34 602 hectares. En moyenne une communauté comprendrait donc 300 familles possédant 1 153 hectares. Sachant qu'il y a en moyenne 4,8 personnes par famille (Maletta & Bardales, s.f. : 76), chaque *comunero* possède, en moyenne, moins d'un hectare de terre. La question est alors de savoir si la communauté de Huaylla y Aclacancha est particulièrement touchée par le phénomène de la pression démographique par rapport à cette moyenne. Selon les titres coloniaux de propriété, datant de 1786, la communauté de Huaylla y Aclacancha posséderait dix mille hectares de terres, mais à la suite de multiples usurpations elle ne peut, en 1962, en exploiter que

(13) On considère comme unité agricole tout lot de terre organisé en unité technico-productive dans les limites d'un même district. Ce pourcentage est intéressant dans la mesure où, bien qu'il comprenne les entreprises agricoles créées par la réforme agraire du général Velasco à partir de 1969, celles-ci furent formées sur les terres des anciennes haciendas et des communautés indigènes (Maletta & Makhlon, s.f. : 34).

(14) Entre 1956 et 1965, 24 communautés sont reconnues officiellement sur tout le département ; entre 1965 et 1974, aucune communauté n'est reconnue. Nous pouvons donc, par inférence, proposer les chiffres de 1972 relatifs au nombre de communautés reconnues. Selon les données de Trivelli (1992 : 36).

huit cents, soit seulement 8 %. De plus, en 1958, la communauté est composée de 1 000 personnes, plus de la moitié des *comuneros* ayant émigré en raison du manque de terres (15). Selon les titres de la communauté (10 000 hectares pour 2 000 habitants) il devrait y avoir cinq hectares de terre par habitant alors que dans la réalité, en 1958, chaque *comunero* possède moins d'un hectare. La pression démographique sur les terres de la communauté n'est donc pas plus forte que la moyenne provinciale, et ne peut à elle seule constituer un élément satisfaisant d'explication. Pour quelles autres raisons cette pression démographique sur la terre est-elle insupportable pour la communauté de Huaylla y Aclacancha ? Comment expliquer le processus d'exacerbation des tensions, liées aux titres de propriété de la communauté ? Il convient pour cela non pas de s'attacher à des causes déterministes, mais de privilégier l'étude du comportement de la communauté de Huaylla y Aclacancha dans la situation donnée en insistant particulièrement sur les requêtes qu'elle a envoyées aux autorités politico-administratives, à travers lesquelles nous pouvons saisir les accusations que porte la communauté et ses revendications.

2. UN PROFOND SENTIMENT DE SPOLIATION

La situation dans les campagnes est de plus en plus explosive dès 1950. La plupart des travaux sur les « luttes paysannes » prennent en considération un grand nombre de facteurs — politiques, économiques, sociaux — et mettent en valeur la conscience qu'ont les paysans de l'injustice de leur situation, sans toutefois se pencher sur la question des changements antérieurs introduits par les Constitutions de 1920 et 1933 (Flores Galindo, 1978 ; Matos Mar, 1976 ; Blanco, 1979). Or ce sentiment d'injustice est étroitement lié aux changements de la législation à l'égard des communautés indigènes et à son application concrète à la suite des requêtes paysannes.

2. 1. La communauté : une personnalité juridique et un groupe d'intérêts particuliers

La législation des Constitutions de 1920 et de 1933 sur la protection des communautés indigènes et des terres communautaires (16) est une hypothèse intéressante pour expliquer pourquoi et comment les communautés indigènes défendent leur territoire et revendiquent leur droit d'exister juridiquement. Malheureusement, les lacunes dont souffrent les archives préfectorales (Lachenal, 2001) ne m'ont pas permis d'observer si le sentiment de spoliation qu'éprouve la communauté de Huaylla y Aclacancha envers l'hacienda usurpatrice correspondrait au processus d'usurpation

(15) Leg. 88. Exp. 1352. Rapports adressés à la Direction Générale des Affaires Indigènes en 1958.

(16) La Constitution de 1920 protège la « race indigène » (Art. 58) et la Nation reconnaît « l'existence légale des communautés indigènes et la loi déclarera les droits qui leur correspondent » (Art. 58). De même, pour la première fois, l'État protège les terres des communautés en déclarant leurs biens imprescriptibles, lesquels pourront être transférés uniquement à travers un titre public selon la loi. La Constitution de 1933, articles 207 et suivants ; le Code Civil de 1936, articles 70 et suivants. Voir le site web du Congrès péruvien : www.eyes.congreso.gob.pe/

des terres communautaires par les latifundia (17). Toutefois, l'action judiciaire menée par la communauté en 1932 sur la propriété des terres semble bien être le point de départ d'une longue lutte judiciaire dirigée contre l'hacienda de Huandobamba, comme nous le verrons ultérieurement.

Il est important d'insister sur le fait que les communautés indigènes, à partir de la Constitution de 1933, acquièrent la personnalité juridique (art. 207). Elles prennent donc conscience des droits qui leur correspondent en tant que telles. En effet, en étudiant les nombreuses démarches entreprises, entre 1932 et 1963, par la communauté de Huaylla y Aclacancha auprès du préfet de Huánuco et à partir des arguments invoqués dans l'ensemble des plaintes et des requêtes que j'ai pu consulter, il apparaît clairement que les représentants de la communauté ont conscience des moyens de défense qui existent pour réclamer le respect de leurs droits communautaires.

Bien que je me sois intéressée en priorité aux requêtes et aux plaintes collectives, il me semblait important de m'arrêter un instant sur les multiples initiatives personnelles et familiales découvertes dans les archives, afin de déterminer si les divergences internes au groupe communautaire représentent un obstacle à la mobilisation collective pour la défense du territoire. Selon Piel, les tensions internes qui s'accroissent par la différenciation socio-économique au sein des communautés sont une des faiblesses des groupes paysans mobilisés (Piel, 1967). Les querelles intra, inter-familiales et entre voisins de la même communauté, notamment sur la possession et l'usufruit de la terre, représentent une grande partie des plaintes auprès du préfet et des recours auprès de la justice. Relatives à des héritages, dans les années 1947-1957, ou à des invasions entre voisins ou parents, la plupart n'ont pas abouti (archives du palais de justice de Huánuco et du tribunal civil mixte de Pasco). Ces conflits familiaux relèveraient d'une étude anthropologique centrée sur la coutume ou la tradition qui dépasse le cadre de ce travail. Néanmoins, il faut préciser que les familles composant la communauté sont usufruitières : elles cultivent des terres appartenant à la communauté qui en a la propriété éminente (18) mais qu'elles peuvent toutefois transmettre par voie héréditaire (alors que le droit d'usufruit s'éteint avec l'usufruitier) selon la tradition locale. Le processus de privatisation des terres, en partie inhérent à la transmission héréditaire et en partie réclamé à travers la parcellisation, a souvent été interprété comme étant étroitement lié à l'émergence de l'individualisme, lequel aurait accentué les différenciations internes. Ainsi, la faible mobilisation paysanne résulterait de l'accentuation de ces différenciations socio-économiques, conséquences du processus de privatisation des terres. Est-ce alors pour contrer ce phénomène que les autorités communautaires revendiquent la défense du territoire de l'ensemble de la communauté ?

2. 2. La défense du territoire communautaire : un enjeu majeur

Il apparaît, dans les requêtes administratives et les plaintes judiciaires, que les *comuneros* défendent leurs propres parcelles et les intérêts familiaux face au monopole des *hacendados*. L'économie est familiale et parcellaire : la communauté n'est pas une forme collective de production. Toutefois, la défense des intérêts propres à chacun

(17) Les usurpations de terre communautaire ont eu lieu tout au long du XIX^e siècle alors qu'aucune législation ne reconnaissait ni ne protégeait les communautés et leurs terres (Piel, 1995).

(18) La propriété éminente est un droit du seigneur au Moyen-Âge par lequel celui-ci se réserve la pleine propriété de terres qui, de coutume immémoriale, sont laissées à l'usage des paysans.

repose sur le statut de *comunero*, c'est-à-dire sur l'appartenance à une structure communautaire qui détermine leurs actes. Ainsi, la défense de cette structure s'exprime dans la défense du territoire collectif, laquelle répond à des nécessités autant collectives (recherche de protection face au monde extérieur) qu'individuelles et familiales. La fragilité interne à la communauté suscitée par ces conflits familiaux ne peut donc être considérée a priori comme un frein à la mobilisation de la communauté dans le contexte donné.

Par exemple, les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha dénoncent souvent les fonctionnaires de justice pour leur inefficacité quant au respect des limites territoriales et pour les conséquences désastreuses que cela entraîne pour la communauté. Ils évoquent alors la misère, et surtout les migrations vers les quartiers populaires de Lima, ou les terres de colonisation (provinces de Pachitea et Leoncio Prado du département), et vers les centres miniers, Cerro de Pasco principalement. Selon Mallón, les paysans se retrouvent confrontés à la pauvreté avec le développement capitaliste dans les années 1920-1930 qui provoque des changements socio-économiques importants. La pauvreté ne doit cependant pas occulter les initiatives économiques paysannes qui, en réclamant l'insertion dans le marché capitaliste, tentent de rompre cette inertie. Par exemple, la communauté de Huaylla y Aclacancha demande de racheter la partie (qui sera affectée par les récupérations de terres) de la fabrique de beurre appartenant à l'hacienda de Huandobamba. La reconnaissance du territoire que la communauté réclame à l'État est donc un moyen d'avoir accès aux ressources, celles qui lui correspondent — exploitation de la terre, de l'eau, du bétail — et celles que l'État lui doit — aide technique et financière — afin d'accéder au développement économique. La défense du territoire communautaire pour un contrôle collectif des ressources exprime donc la conscience de l'identité de destin qui unit tous les membres de la communauté, malgré les intérêts particuliers. Elle est le catalyseur pour mener des actions collectives.

D'ailleurs une étude comparative avec la communauté voisine de Maraypata nous révèle que Huaylla y Aclacancha se différencie dans sa stratégie revendicative en préconisant la défense de son territoire communautaire pour pouvoir parcelliser *por necesidad y utilidad* (par nécessité et utilité) (ARH. Leg 172. Exp. 2192). La communauté de Huaylla y Aclacancha demande que les terres usurpées lui soient restituées. Celle de Maraypata, quant à elle, s'appuie sur l'article 211 de la Constitution de 1933 permettant à l'État d'exproprier des terres de propriété privée pour doter les communautés indigènes qui manqueraient de terres par rapport aux besoins de sa population (19). C'est donc le sentiment de spoliation d'un propriétaire collectif exhibant ses titres séculaires qu'exprime Huaylla y Aclacancha aux côtés de revendications économiques (pour la parcellisation) favorisant plutôt des intérêts familiaux et/ou individuels. Ainsi, les autorités communautaires de Huaylla y Aclacancha affichent leur volonté de faire respecter les droits de la communauté en tant qu'entité juridique reconnue face à la logique d'une expropriation menée dans un but d'utilité générale. Elles revendiquent donc le droit de gérer de façon autonome le territoire communautaire, selon des besoins et des objectifs qu'elles ont elles-mêmes estimés et déterminés. C'est dans cet esprit que les autorités communautaires de Huaylla y Aclacancha, dans le placet envoyé le 7 juillet 1958 au ministère du Travail et des Affaires indigènes, réaffirment que leurs titres de propriété et les plans topographiques ont été reconnus officiellement par la direction générale des Affaires indigènes.

(19) L'expropriation de Sacsahuanca se réalisera en 1963 et la communauté de Maraypata recevra les terres du couvent de l'Immaculée Conception.

La communauté de Huaylla y Aclacancha s’oppose à l’hacienda voisine de Huandobamba, une copropriété gérée par plusieurs familles très liées les unes aux autres par des alliances matrimoniales. Le système de copropriété engendre évidemment de nombreuses querelles intra et inter-familiales qui m’ont souvent été confirmées par les procès dans les archives judiciaires (20). Quatre familles, les Hernandez, Ajuela, Cortez et López (21) ont chacune leur lot représentant les deux tiers de Huandobamba, au total 2 000 hectares composées des terres de Ichocán, Pedregal (ou Pucumarán), Zapallayoc et Puaragra (22). L’unité scolaire Leoncio Prado de Huánuco dispose, quant à elle, du dernier tiers, hérité du couvent de La Merced.

Deux autres grandes propriétés sont visées par la mobilisation communautaire. L’hacienda Lomas Gordas, qui totalise 4 414 hectares, appartient à la société d’élevage des frères Huamán. Résidant à Lima, ils louent leur propriété à C. Tello et donnent la charge de l’administrer à C. Cortez, qui n’est autre que le fils de G. Cortez, lui-même propriétaire des terres de Ichocán et locataire du tiers appartenant au collège Leoncio Prado. Il est propriétaire, par ailleurs, des haciendas El Potrero et Moyaverde (province d’Ambo). G. Cortez et son entourage sont des *gamonales* qui peuvent asseoir leur puissance et se faire respecter auprès des autorités politiques locales, comme nous le verrons par ailleurs. Quant à l’autre grand domaine, Sacsahuanca, propriété du couvent de l’Immaculée Conception de Huánuco, son histoire diffère de celle de ses voisins (exproprié en faveur de la communauté de Maraypata) et n’interfère que succinctement dans les événements qui nous intéressent.

Toutes ces propriétés foncières, principalement orientées vers l’élevage extensif d’ovins et de bovins, mènent une course aux pâturages pour développer leurs sociétés d’élevage et la fabrique de beurre sur laquelle repose l’économie de Huandobamba (23). Pour ces *hacendados*, l’accumulation capitaliste implique une accumulation de pâturages. Or, celle-ci n’est possible qu’au détriment de la communauté limitrophe, Huaylla y Aclacancha. Ce processus soulève donc l’hypothèse que les usurpations de terres à l’encontre de cette communauté exaspèrent le sentiment de spoliation de la communauté et attise le conflit entre des producteurs ayant des ambitions d’expansion et de développement économique.

3. LES COMPORTEMENTS ET LES STRATÉGIES : QUELLE MARGE DE MANŒUVRE ?

S’interroger sur les facteurs ayant pu engendrer le « dérapage » vers la violence, amène à tenter de mettre à jour le rôle que jouent les actions de la communauté, tant au

(20) Procès pour une *tercería excluyente de dominio*, c’est-à-dire une opposition d’un tiers sur une propriété, en 1960 entre I. Ajuela et A. López (propriétaires de Huandobamba) ; et *poupageo de aparcería* (paiement d’affermage) en 1957, entre I. Ajuela et F. Suárez son frère, et l’époux de A. López.

(21) J’ai volontairement changé les noms de famille de tous les acteurs concernés par respect pour les personnes encore vivantes.

(22) La complexité de la situation juridique de cette copropriété ne me permet pas d’affirmer si chacun des quatre lots est ou non en indivision (qui n’est pas matériellement divisé entre les personnes). La seule certitude est que le condominium de Huandobamba concerne d’un côté ces quatre lots et de l’autre celui appartenant au collège national Leoncio Prado, c’est-à-dire à l’État.

(23) La propriété est aussi en partie constituée de terres cultivables (maïs, pommes de terre...) et surtout de plantations d’eucalyptus dont la valeur marchande n’est pas négligeable.

niveau de ses requêtes que sur le terrain. En tenant compte des contextes dans lesquels s'inscrivent les événements de la communauté, il s'agit alors de se demander quelle est la marge de manœuvre de chacun des acteurs en présence — forces syndicales, autorités politiques, *hacendados* et *comuneros* — pour agir et faire valoir ses propres intérêts.

3. 1. Les aspirations paysannes, entre action légale et action de force

Mon corpus d'archives préfectorales a une valeur intrinsèque pour observer les relations qu'entretiennent la communauté, les *hacendados* et les autorités politico-administratives. Leur analyse révèle un mal-être latent oscillant en permanence entre conflit et consensus, entre tensions souterraines et hostilités ouvertes. Quels processus poussent les acteurs à agir et quelles sont les décisions prises dans ces moments ? Comment alors retranscrire scientifiquement ces mécanismes ?

3. 1. 1. *Le contexte national favorable aux communautés indigènes est-il à l'origine des actions communautaires ?*

À partir de 1932, date à laquelle la communauté réclame la délimitation des terres en litige avec les propriétaires de Huandobamba, une longue lutte judiciaire s'engage entre les deux parties. L'étude de cette confrontation ne peut être satisfaisante face aux lacunes documentaires relevant de l'accessibilité restreinte à certains dossiers des archives du tribunal de justice de Huánuco.

Replacer cette initiative paysanne dans le contexte favorable aux communautés indigènes légué par la Constitution de 1920 et par l'indigénisme intellectuel et étatique de cette décennie, met à jour le processus historique dans lequel se déroulent les événements qui nous intéressent ici. En effet, l'État reconnaît pour la première fois, à cette date, l'existence des communautés indigènes et s'applique à protéger légalement les terres communautaires. Entre les modalités d'application des articles constitutionnels et l'arrivée au pouvoir du général Sanchez Cerro (1931) qui met un frein aux préoccupations indigénistes, les initiatives et les procédures de reconnaissance des communautés sont retardées et entravées (Trivelli, 1992). Pourtant, la nouvelle Constitution politique de 1933 reconnaît enfin l'existence des communautés indigènes en tant qu'entité juridique (art. 207 et suivants), lesquelles peuvent réclamer et obtenir les titres de propriété (art. 211). Le Code Civil de 1936, article 70 et suivants, renforce cette législation qui encourage les actions en justice contre les grands propriétaires fonciers (24). Selon J. Basadre, ces mesures inaugurent « une nouvelle époque non seulement pour l'histoire juridique mais aussi pour l'histoire sociale et économique du Pérou » (Trivelli, 1992). Qu'en est-il à l'échelle de la communauté d'Ambo ?

En rappelant les nombreuses requêtes envoyées par la communauté sous les présidences de Bustamante Rivero (1945-1948) et de Odría (1948-1956), le dirigeant communautaire envoie un placet le 7 juillet 1958 au directeur général des Affaires indigènes (ministère du Travail et des Affaires indigènes) (25). Il

(24) Site web du Congrès péruvien www.leyes.congreso.gob.pe

(25) ARH. Leg. 88. Exp. 1352 : rapports dirigés à la Direction Générale des Affaires Indigènes en 1958. Il dénonce aussi son incarcération décidée arbitrairement par les *hacendados*, l'ouverture d'un chemin muletier par G. Cortez sur les terres en litige et le soutien du conseil provincial pour cette action.

dénonce l’inefficacité des politiques gouvernementales malgré la législation en vigueur et l’ouverture démocratique du régime de Bustamante (26) arguant du fait que les requêtes de la communauté de Huaylla y Aclacancha n’ont pas été prises en considération. Ce paradoxe est inhérent aux pratiques de la communauté qui utilise les institutions de l’État tout en dénonçant l’inefficacité des gouvernements. Au niveau de la communauté, le contexte politique est perçu comme incohérent, puisqu’il ne répond pas aux réclamations paysannes malgré la législation, et incertain, dans la mesure où il dépend du régime en place. Il m’a malheureusement été impossible de mener une analyse quantitative des requêtes judiciaires et des plaintes administratives (le fonds d’archive présente des lacunes et des erreurs d’inventaire graves) qui aurait pu révéler s’il existe une corrélation entre le nombre de plaintes et les contextes tant politique (les régimes politiques) que juridique (la législation en vigueur). Ce qui aurait permis d’affirmer l’inscription singulière de la communauté dans le contexte national. Toutefois mon propos est plutôt de montrer, à défaut de pouvoir les expliquer, les contradictions et les incohérences qui transparaissent dans les comportements des acteurs, afin qu’on puisse se départir d’une compréhension univoque du phénomène des mobilisations paysannes pour en montrer la diversité et la complexité.

Pour cette raison, il est indispensable d’articuler l’analyse des traces repérables d’une action locale en justice avec les cadres explicatifs généraux tels que les régimes politiques et les promulgations de lois relatives aux communautés indigènes. Ceci d’autant plus que les *comuneros* eux-mêmes donnent un sens à leurs actions à plusieurs niveaux d’échelle. Effectivement, les décisions sont prises et les actions sont menées en fonction de l’emprise et des retombées des événements nationaux sur leur vie. Mais les comportements des *comuneros* s’expliquent surtout par leurs conceptions et leurs intentions qui dépendent plus particulièrement de leur environnement proche.

3. 1. 2. Des indices d’actions communautaires révèlent le sens donné à ces actions

Les accusations prononcées par la communauté contre les *hacendados* pour l’usurpation des terres communautaires ne comportent ni la date des faits dénoncés ni les noms des terres concernées, et il m’est impossible de vérifier la véracité de ces dénonciations. En revanche, il est intéressant d’examiner les moyens utilisés par les parties engagées dans la lutte pour faire valoir leur « vérité » : l’analyse des qualifications utilisées pour dénoncer l’usurpation des terres nous révèle l’imbroglio juridique sur les droits de propriété, d’usufruit et de possession ainsi que le sens que les acteurs leur donnent pour justifier leurs actions.

Alors que la communauté intente en 1932 un procès sur la propriété des terres de Huandobamba, les propriétaires font appel, en 1937, au tribunal de première instance d’Ambo pour un *interdicto de retener*, c’est-à-dire une action civile intentée contre la perturbation sur la possession de leur bien. Cette action met en évidence deux aspects

(26) Entre 1945 et 1948, le gouvernement de Bustamante a permis l’organisation de mouvements syndicaux, du parti politique APRA (*Alianza para la Revolución Americana*) et la création de la CCP (*Confederación Campesina del Perú*).

importants. Tout d'abord, elle est la réponse à la tentative de récupération effective des terres menée par les dirigeants de la communauté de Huaylla y Aclacancha ; ensuite, elle démontre que les propriétaires ne remettent pas en cause leur propre possession considérée comme étant de droit, mais qu'ils s'attaquent à ceux qui occupent et cultivent « illégalement » les terres. Les *comuneros* accusés ont perdu l'action, bien qu'ils aient exhibé leurs titres de propriété datant de 1786. En 1939, les deux parties signent un accord à l'amiable sous l'égide préfectorale pour respecter les limites fixées au niveau de la gorge de Pacay-Ragra, le même point qui sera objet de litige vingt-trois ans plus tard.

Les lenteurs judiciaires relatives à ce litige atteignent des proportions exceptionnelles puisque, selon les informations trouvées, le tribunal de seconde instance ne rend son verdict que le 11 novembre 1964 alors que dès l'année suivante la Cour Suprême de Lima se prononce définitivement en faveur des propriétaires. Cette anomalie — trente-deux ans entre deux instances, suivies d'une seule année d'attente quand il s'agit de la plus haute instance, centralisée à Lima et plus susceptible d'être engorgée — peut provenir de plusieurs facteurs liés aux procédures judiciaires : soit les parties se satisfaisaient du verdict de première instance, mais les descendants n'adoptent pas le même avis et font appel (27), soit le pouvoir judiciaire avait bloqué la procédure qui est finalement relancée, etc. Mais n'ayant pas eu accès aux dossiers ni aux verdicts prononcés, la surinterprétation de cette irrégularité dévierait ce travail de l'analyse du sens que les acteurs donnent aux événements au moment de faire leurs choix et de prendre position.

À partir de 1960, la situation commence à échapper aux propriétaires puisque cette année-là, le tribunal de première instance d'Ambo se prononce en faveur de la communauté pour *una mejor posesión de tierras* (28) à l'encontre de l'ouverture d'un chemin muletier par G. Cortez sur les terres en litige.

Le 19 février 1962, un mois après la tentative avortée de conciliation menée par le préfet et les *hacendados*, la communauté engage une action de force en envahissant pacifiquement l'hacienda Moyaverde (province d'Ambo), propriété de G. Cortez. Deux jours plus tard, le préfet convoque les dirigeants de la communauté à une réunion, lesquels brandissent à nouveau leurs titres coloniaux de propriété et refusent de quitter les terres occupées.

En envahissant une propriété autre que Huandobamba mais qui appartient aussi à G. Cortez, les dirigeants communautaires ne sondent-ils pas les réactions du propriétaire et du préfet ? Cette action n'est-elle pas une pré-invasion face à l'incertitude ? Tout nous indique que cette prise de terres est une tentative avant de s'engager dans l'action sur la propriété au centre du litige. En effet, ayant constaté l'attitude conciliatrice du préfet, la communauté, dès le 1^{er} mars, occupe pacifiquement, selon les mêmes modes d'action, les terres de Huandobamba. La communauté a choisi la voie de la prudence face à une trop grande incertitude dans les réactions des *hacendados* et des autorités politiques.

(27) Soulignons que la lutte s'engage entre la communauté et l'hacienda avec les personnes suivantes : le dirigeant de la communauté, C. Malpartida, R. Malpartida, E. Velasco, C. Rodríguez, L. Garay et F. Verdi, auteurs de l'invasion menée en 1937. Du côté de l'hacienda, les propriétaires sont H. Hernández et sa femme I. Ajuela, F. López et le collègue Leoncio Prado, les mêmes personnes engagées dans la lutte en 1962-1963.

(28) Action judiciaire. Tribunal civil de Huánuco.

L’occupation effective des terres par plusieurs centaines de *comuneros* — environ cinq cents —, hommes, femmes, enfants, accompagnés de leur bétail (jusqu’à deux cent têtes) se matérialise par la construction de cabanes, par l’occupation d’enclos et la destruction des murs et barbelés installés par les propriétaires, symboles de l’outrage aux droits de propriété de la communauté. Les *comuneros* s’introduisent sur les pâturages avec leur bétail pour le faire paître et commencent les travaux agricoles tels que l’ensemencement et la mise en jachère.

L’étude de ces actions est intéressante dans le cadre d’une analyse inductive parce qu’elle met à jour la distance entre les intentions de la politique gouvernementale et son application aux échelles préfectorale et locale. Concrètement, le 21 février 1962, la Direction Générale des Affaires Indigènes dépendant du Ministère du Travail et des Affaires Indigènes, au courant de l’invasion des terres à travers les journaux, s’abstient de prendre position entre les parties parce que des procès relatifs aux terres envahies sont en cours. Et ceci, pour ne pas provoquer de conflit de compétences entre les instances gouvernementales et judiciaires. Pourtant, dès le lendemain, le directeur des Affaires Indigènes se départit de cette attitude et ordonne au préfet qu’aucune action d’expulsion ne soit menée parce qu’il reçoit, à Lima, une commission de *comuneros* de Huaylla y Aclacancha. Le mot d’ordre du directeur est de prendre des dispositions conciliatrices, alors qu’il avait affirmé rester en dehors du problème. Mais le jour même, le préfet ordonne l’expulsion des *comuneros* sous le commandement du colonel-chef de la quatrième Région de la Garde Civile. Un mois plus tard, le juge d’instruction d’Ambo instruit une action juridique menée par certains des *comuneros* (29) impliqués dans cette affaire, contre les propriétaires de Huandobamba et dénonce les violences commises contre les *comuneros* (utilisation de bombes lacrymogènes) et les incendies de cabanes. Il demande l’ouverture de l’instruction contre les autorités présentes lors de l’expulsion pour savoir d’où venaient les ordres d’expulsion, d’incendie et d’attaque. À quel échelon de l’administration la désobéissance aux ordres ministériels se produit-elle ? Le juge d’instruction incrimine directement les autorités présentes sur le terrain, c’est-à-dire le préfet, le sous-préfet, le commandant de la Garde Civile et le chef de la police (30). Son accusation repose en partie sur l’absence de dossier relatif aux ordres d’expulsion que le ministère de l’Intérieur n’aurait donc pas donné (31). Selon le juge, le préfet et ses subalternes n’ont pas tenu compte de l’ordre d’attendre le dénouement de l’entrevue du ministre avec les *comuneros* avant d’intervenir.

Cet épisode met à jour le fait que les divergences d’intérêts au sein même de l’administration influent sur le fonctionnement de l’administration publique et sont utilisées par le juge d’instruction, en faveur de la communauté. Le centralisme demeure puissant dans son principe puisque seuls les ministères sont à même de prendre les décisions. Toutefois à travers les gestions administratives et judiciaires effectuées sur les questions d’invasions des terres, on voit que les autorités politiques déconcentrées telles que le préfet échappent au contrôle de la hiérarchie étatique. La précarité de cette situation est alors utilisée par les acteurs susceptibles d’en tirer profit.

(29) Il semble que le véritable instigateur de cette plainte soit A. Velasco, membre de la junte directrice de la communauté, et leader des mouvements de prises des terres.

(30) Malheureusement, je n’ai pas trouvé trace de la suite de ce procès.

(31) Télégramme de la section des archives du Ministère de l’Intérieur. ARH. Leg 172. Exp. 2192.

Dans ce contexte de soutien de fait à la communauté, lié aux circonstances, ses dirigeants organisent une manifestation sur la place d'armes d'Ambo afin de faire reconnaître publiquement leurs droits et leurs revendications. Une autre manifestation est organisée sur la place d'armes de Huánuco, devant la préfecture. Les *comuneros* obtiennent par ailleurs le soutien de José Varallanos. Sénateur en 1958, il avait déjà soutenu la communauté dans ses démarches auprès du ministre de l'Intérieur, pour dénoncer les persécutions policières contre le dirigeant d'alors. En 1962 il intervient, en tant que président de la commission des Affaires indigènes au Sénat auprès du ministre de l'Intérieur, pour demander que les *comuneros* restent sur les terres le temps du jugement, car « les pauvres habitants de la communauté ne pouvaient attendre la remise des terres, ils ont dû sous la force de la nécessité les cultiver [...] » (32).

Pour la communauté, les récupérations de terres continuent dans ce contexte d'insécurité révélé par les instances gouvernementales. Cet épisode atteste que les *comuneros*, par le biais du juge d'instruction, utilisent à leur avantage les contradictions entre les acteurs gouvernementaux et le manque de coordination entre les actions de ces derniers. Ce qui explique, en partie, que les prises de terres s'effectuent en même temps que les actions de revendications par la voie légale. Ainsi, il n'y a pas d'évolution graduelle des actions des *comuneros*, de la légalité vers l'illégalité, comme E. Fioravanti a pu le constater dans le mouvement paysan de la vallée de la Convención y Lares au Cuzco qui débouche en 1962 sur l'organisation de guérillas (Fioravanti, 1976 : 145-148).

Au niveau judiciaire, le tribunal de seconde instance annule, le 7 juin 1962, l'appel des *hacendados* pour *interdicto de recobrar* (action civile pour récupérer la possession suite à un trouble de fait). Ce qui signifie que les *hacendados* ne peuvent accuser les *comuneros* d'avoir envahi les terres puisqu'elles sont reconnues comme étant en possession de la communauté qui les a donc légalement récupérées en décembre 1960. Dans ce cas précis, c'est la justice locale et départementale qui échappe au contrôle des *hacendados*.

Pour autant, les paysans se contentent-ils de la reconnaissance judiciaire du seul fait de posséder ? L'absence d'actions en justice pour la reconnaissance de la propriété de la part de la communauté de Huaylla y Aclacancha entre 1958 et 1964 pourrait suggérer qu'effectivement elle se conforme à la reconnaissance de la possession des terres en litige. Mais les *comuneros* présentent continuellement les titres coloniaux sur la propriété de leurs terres. Cela signifie-t-il qu'ils veulent que l'État reconnaisse, non seulement la possession mais le droit de propriété de la communauté ? Si l'on considère le fait que, pour les juges, la possession est un simple pouvoir de fait, extérieur à l'exercice d'un droit, elle ne peut donc être prouvée par des titres de propriété. La possession est juridiquement reconnue à partir de fondements de droit et de fait invoqués puis confirmés par des témoins. Or la communauté réclame la propriété de ses terres dans la mesure où elle présente ses titres ancestraux qui en fixent les limites, et revendique le droit d'en jouir et d'en disposer, pour parcelliser.

(32) Ce personnage politique est, par ailleurs, à l'origine d'un ouvrage sur l'histoire de Huánuco (Varallanos, 1959).

3. 2. L’influence de Pasco dans la mobilisation syndicale

Dès le mois de mars 1962, parallèlement aux actions de la communauté, une large mobilisation syndicale dans la province prend forme avec la création de la *Federación Provincial de Campesinos de Ambo* (Fédération provinciale des paysans d’Ambo, FPCA), affiliée à la centrale syndicale nationale, la *Confederación Campesina del Perú* (Confédération paysanne du Pérou, CCP), d’obédience communiste. Pourquoi et comment ces organisations syndicales ont-elles essayé de transformer la mobilisation de la communauté de Huaylla y Aclacancha en véritable mouvement paysan rattaché aux luttes politiques nationales ? La situation stratégique de la vallée d’Ambo par rapport au département voisin de Pasco est-elle à l’origine de la syndicalisation des communautés *ambinas* ? Quel rôle joue donc la communauté de Huaylla y Aclacancha dans la fédération paysanne ?

3. 2. 1. La place de la communauté dans les stratégies des syndicats

Le dirigeant de Huaylla y Aclacancha, Manuel Rosas Iturre, s’allie en mars 1962, au nom de la Junte Directive, à Ramón Núñez Laforé, le fondateur et le secrétaire général de la FPCA. L’énigme sur la présence de R. Núñez Laforé dans la communauté n’est levée que partiellement (33). Il apparaît dans la province d’Ambo, au début de 1962, en tant que délégué de la Confédération des paysans du Pérou (CCP) et il y reste comme époux de Esther Martínez I., fille de R. Martínez, un des dirigeants des prises de terre de l’hacienda Huandobamba en 1937. Selon le commandant de poste de la Garde Civile d’Ambo, il loge dans la maison de son beau-père qui occupe alors le poste de secrétaire d’organisation de la FPCA. Les autorités policières l’accusent d’être l’instigateur intellectuel des prises de terres (34). Quoi qu’il en soit, il est l’intermédiaire privilégié entre la communauté, par le biais de son beau-père et son statut de *comunero*, et les dirigeants des fédérations paysannes d’autres régions avec lesquels il est en contact. Aucune information ne permet de savoir s’il avait auparavant des liens avec la communauté ou la province ou si, pour accomplir sa mission, il lui fallait se faire accepter dans la province et obtenir la confiance des paysans.

La communauté de Huaylla y Aclacancha adhère à la FPCA dès les débuts de l’organisation, mais est-elle à l’origine de sa création aux côtés de R. Núñez ? Si nous ne pouvons douter de l’influence décisive de ce dernier, ni de son rôle prédominant au sein de la fédération et dans toute la province, il est plus difficile de mesurer celui de la communauté, notamment parce que les rapports des autorités locales ne distinguent pas l’influence de R. Núñez en tant que *comunero* et en tant que secrétaire général de la fédération. Notons cependant que les postes clés au sein de la FPCA sont occupés par les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha.

En adhérant à la FPCA, la communauté reçoit le soutien des membres de la centrale syndicale, la CCP. Mais s’agit-il d’un soutien effectif et d’une

(33) Les archives n’évoquent son arrivée qu’à partir du moment où il se présente en tant que délégué de la CCP. Toutefois, il est fort probable que R. Núñez venait depuis un certain temps dans la communauté, ne serait-ce que pour connaître sa future femme. Les dernières traces que j’ai trouvées de R. Núñez datent de 1965 ; au-delà, ni son nom ni celui de la FPCA ne sont mentionnés.

(34) Leg. 154. Exp. 2039 : “ documentos tengase presente en los años 1962-1963 ”. Rapport du chef départemental de la PIP (*Policía de Investigación del Perú*) au préfet, le 8 octobre sur les enquêtes menées sur les antécédents de Ramón Núñez Laforé. Document *Reservado* (Secret).

coalition d'intérêts ? Un article publié le 1^{er} juillet 1962 dans le journal *Unidad* titre : « la CCP responsabilise le gouvernement pour la tuerie d'Ambo ». Il révèle aussi que les mineurs et les ouvriers métallurgiques du département de Pasco (affiliés à la CCP) se déclarent en grève par solidarité avec les familles des victimes de Huaylla y Aclacancha. De même, le 14 juillet, la CCP organise son deuxième congrès dans lequel la tuerie d'Ambo devient un symbole de la lutte révolutionnaire. Toutefois, la vision de l'unification de la lutte entre les classes ouvrières et paysannes que prônent les syndicalistes est à nuancer. Kapsoli, qui a étudié les mouvements paysans et ouvriers du département de Pasco, insiste sur le manque de toute coordination et de solidarité entre les ouvriers, les travailleurs d'haciendas et les *comuneros*, pourtant tous confrontés à la domination de la puissante entreprise minière et d'élevage nord-américaine, la *Cerro de Pasco Corporation* (Kapsoli, 1975 ; 1981). En effet, bien que les communautés des districts d'Ambo et de San Rafael (province d'Ambo) fassent partie des plans de récupération des terres avec les communautés de Pasco, aucune stratégie commune de lutte ne se développe (35). Le témoignage de Travezano Valle, *comunero* de Yanahuanca (Pasco) (Travezano Valle, 1996), ne fait aucune allusion aux événements d'Ambo et de Huaylla y Aclacancha alors que sa communauté élabore de vastes plans de récupération des terres au même moment. Ce sont donc les paysans de la vallée d'Ambo qui tentent de rattacher leurs actions à celles des paysans *comuneros* de Pasco. De plus, les vagues de révoltes d'Ambo, comprises entre janvier 1962 et décembre 1963, sont chronologiquement situées dans le sillage de celles de Pasco.

Toutefois, au-delà de l'influence de Pasco et de l'implantation d'une structure syndicale dans la vallée d'Ambo, les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha ont dû trouver un consensus pour établir les modes d'action possible et l'adhésion des membres aux requêtes déposées à la préfecture (signatures ou empreintes digitales pour les analphabètes). Les *comuneros* confèrent donc un caractère bénéfique à la mobilisation dans laquelle ils interagissent, même si chacun en conçoit les retombées selon ses propres intérêts. La mobilisation de la communauté s'organise pour la prise des terres afin de faire reconnaître ses droits fondamentaux en tant qu'entité juridiquement reconnue. Nous ne pouvons donc pas concevoir l'action commune sous les seules explications de la nécessité ou de la survie, ni même de l'influence syndicale. Car, même si la communauté, à travers ses dirigeants et ses représentants, les revendique pour justifier ses actions, elle a pris position et a fait le choix de se mobiliser en conséquence.

3. 3. Les processus de causalité

La première vague de révolte commence donc le 8 janvier 1962 lorsqu'un des propriétaires de Huandobamba, Juan Bazán, demande des garanties au préfet face aux rumeurs de préparatifs d'invasion. Effectivement, par deux fois, entre janvier et mars, la communauté tente d'occuper ses terres, mais se fait expulser chaque fois par les gardes civils dépêchés sur place. Alors que le préfet et les *hacendados* se réjouissent

(35) D'après le roman de M. Scorza, *Garabombo l'invisible*, les *comuneros* de Pasco se réunissent le 3 mars 1962 (après le massacre de la communauté de Yanahuanca, Pasco) avec un fermier d'Ambo, un délégué de Huariaca (province d'Ambo) et des délégués de Pillao (province de Pachitea, département de Huánuco), de Junín et d'autres villages de Pasco. Malgré le caractère romancé de ses livres, M. Scorza, s'est appliqué à étayer son argumentation à partir d'archives et par rapport à sa propre expérience en tant qu'acteur et observateur des mobilisations paysannes de Pasco.

du succès des opérations, la communauté adhère à la CCP (*Confederación Campesina del Perú*) et intègre la *Federación Provincial de Campesinos de Ambo* (FPCA).

La deuxième vague de prises de terres débute en juin de la même année. La communauté occupe à nouveau pacifiquement les terres, après avoir récupéré l’avantage sur le terrain judiciaire (le 7 juin la Cour supérieure de justice annule l’instruction menée par G. Cortez). Mais cette fois-ci sept *comuneros* sont tués au cours de l’opération d’expulsion, les 21 et 22 juin. C’est « le massacre d’Ambo ». La violence des hostilités est à son comble, tant sur le terrain que dans les tribunaux, dans la presse ou dans la mobilisation syndicale organisée en soutien à la communauté.

Parallèlement à l’influence de Pasco dans la mobilisation syndicale de la communauté, le syndrome de la peur stigmatise le comportement et les réactions des élites locales. L’analyse de ce phénomène est primordial pour comprendre comment les réclamations de la communauté de Huaylla y Aclacancha ont débouché sur des heurts violents, sur une tuerie. Comment qualifier alors cet événement qui a suscité l’attention des autorités politiques tant locales que centrales, celle des journaux nationaux et des partis politiques engagés dans la lutte sociale ? Je tenterai d’apporter une réponse à cette question en considérant les interprétations que les divers acteurs de l’époque ont pu faire de cet événement selon les contextes dans lesquels ils sont immergés.

3. 3. 1. Le syndrome de la peur

Afin de mieux comprendre les comportements des acteurs au cours de cette période d’agitation, il nous faut prêter attention à ce qui est effectivement dit et échangé à ce moment précis. Pour cela, il est primordial de penser la manière dont les acteurs conceptualisent aussi bien le contexte national que leur environnement proche. L’analyse des archives révèle l’existence d’une grande incertitude liée autant aux actions menées dans le département voisin de Pasco qu’aux réactions que peuvent susciter ces événements sur l’ensemble des acteurs.

3. 3. 1. 1. Les versions de la tuerie d’Ambo ou comment repérer la polarisation politique

Les récits qui ont été fait de la tuerie apparaissent très nettement comme le reflet de la polarisation politique, au niveau national, entre les forces au pouvoir et les forces contestataires. Comment cela se traduit-il dans la vallée d’Ambo ?

Les *comuneros* occupent les terres de l’hacienda Huandobamba, à partir du 11 juin. Dans le même temps, le propriétaire G. Cortez dénonce au préfet un vol de bétail. Le 19 juin, le représentant de la communauté, Manuel Rosas Iturry, dénonce au préfet l’expulsion des *comuneros* par les gardes civils d’Ambo et demande le retrait des troupes installées sur leurs terres. Mais le préfet rejette cette demande en s’appuyant sur les rapports de police qui justifient la présence de troupes sur le domaine de l’hacienda par l’octroi de garanties accordées aux propriétaires (ARH. Leg. 150. Exp 2004 : requêtes sur les invasions en oct-déc. 1963).

Le jour même, alors que deux gardes civils accompagnés d’un guide (le petit-fils de G. Cortez) viennent enquêter sur la plainte d’*abigeato*, ils sont pris dans une embuscade tendue par un groupe de *comuneros*. Violamment attaqués, selon le rapport de police, ils réussissent néanmoins à s’enfuir et à prévenir les forces de police

cantonnées à Ambo. Les troupes sont envoyées sur les lieux le 21 juin avec pour mission d'expulser les paysans des terres occupées. Le lendemain, des renforts policiers arrivent de Lima et de Cerro de Pasco.

Les événements qui ont eu lieu au cours de cette mission d'expulsion font l'objet de deux versions diamétralement opposées qui reflètent le climat de polarisation politique dans lequel se trouve l'ensemble du pays. Ces faits ont été interprétés comme étant les catalyseurs de cette tension politique, mais ne sont-ils pas plutôt l'émanation directe — dans sa figure la plus violente ARH. Leg. 150. Exp 2004 : requêtes sur les invasions en octobre-décembre 1961 — de l'exacerbation politique qui s'exprime notamment à travers les journaux ?

Le communiqué des forces de police apparaît dans le journal *La Prensa* daté du 23 juin (*La Prensa*, 23 juin 1962). R. Núñez Laforé, présenté comme le délégué des *comuneros* de Pasco arrivé dans la ville d'Ambo depuis trois jours (36), est accusé d'être le principal instigateur du mouvement paysan aux côtés de quelques *comuneros* tels que A. Velasco, V. Sánchez, S. Iturre, G. Rodríguez, T. Fernández, J. Herrera et d'autres (37). La troupe dépêchée sur les lieux, formée de douze gardes civils et de deux officiers, est à nouveau attaquée par surprise par une « masse d'indiens forte d'environ deux cents hommes et femmes armés de bâtons, machettes et pierres » et des deux fusils volés aux policiers lors de la première embuscade. Contraints de se replier sur Huandobamba, les gardes civils blessés souffrent de contusions alors que les *comuneros* comptent sept morts et de nombreux blessés. D'ailleurs, le nombre des blessés reste incertain et varie selon les sources, de six à vingt-quatre blessés pour les *comuneros* et de six à neuf blessés pour les gardes civils.

Toutes les autorités politiques et certains journaux tels que *La Prensa* affirment que cette attaque surprise n'a aucun lien avec les litiges de terres en cours, mais qu'elle est la conséquence de la dénonciation d'*abigeato* faite par G. Cortez. Or, même si ces vols sont un fléau dans la région (38), ils ne sont pas au centre des préoccupations des autorités politiques et policières à cette période, plutôt focalisées sur « la recherche des instigateurs intellectuels du mouvement paysan » (ARH. Leg 172. Exp 2192).³⁶ *Hacendado* plaignant et les autorités politiques n'utilisent-ils pas cette accusation afin de justifier une intervention policière sur les terres reconnues judiciairement en possession de la communauté ? Ainsi, bien que le contrôle de la justice locale échappe aux *hacendados*, leur ténacité et leur emprise sur certaines personnes influentes dans la zone ne sont pas pour autant ébranlées.

En définitive, les récits des journaux nationaux adoptent la même explication que les sources policières qui identifient l'embuscade des paysans contre les forces de police comme étant à l'origine du drame. Selon *El Comercio* (23 juin 1962), il s'agirait même d'un acte de représailles de la part des *comuneros* contre un des deux gardes civils en mission qui avait déjà participé à l'opération d'expulsion de février 1962.

(36) Or, Ramón Núñez Laforé vit, officiellement, dans la communauté de Huaylla y Aclacancha depuis le début de l'année 1962 en tant que mari d'Esther, la fille de R. Malpartida.

(37) Le premier est membre de la junta directrice, T. Fernández est secrétaire général de la FPCA. On remarquera que le représentant de la communauté, M. Rosario Iturre, n'est pas accusé.

(38) Le problème de l'*abigeato* sévit depuis le début du siècle dans la province d'Ambo et surtout dans la province voisine de Dos de Mayo. L'ouvrage de López Albuja, *Los caballeros del delito* et celui de J. Varallanos, *Bandolerismo social*, ainsi que quelques informations recueillies dans les archives des années 1920-1930 attestent de l'existence de ce problème dans la région. Un professeur d'histoire de l'université nationale de Huánuco entreprend actuellement une recherche sur ce thème.

Par contre, le récit de R. Núñez L., publié dans *Unidad* (11 août 1962), relate une autre version des faits. Les *comuneros* auraient été attaqués par les gardes civils, en état d’ébriété, dans la communauté d’Aclacancha. La tuerie aurait été perpétrée à un moment de panique suivant l’assassinat d’un *comunero* alors que les habitants couraient se réfugier dans leurs maisons. Cette version des faits est corroborée par le juge d’instruction (39), lors de son inspection sur les lieux. Il porte plainte, en première puis en deuxième instance, contre les exactions des gardes civils qui ont provoqué la mort de sept *comuneros* (40). Cette dénonciation de bavure policière s’accompagne, par ailleurs, d’une plainte du président du tribunal correctionnel de Huánuco pour harcèlement de la part de la garde civile contre son personnel qui instruit l’affaire. Ces plaintes du pouvoir judiciaire local à l’encontre de la police locale entachent toute la hiérarchie et le préfet se retrouve en première ligne dans les accusations du juge. Elles soulèvent par ailleurs quelques interrogations quant à leur fondement même, c’est-à-dire, dans quelle mesure ne cachent-elle pas des conflits de compétences ou des querelles intestines relatives à des personnalités particulières qui nous échappent ?

3. 3. 1. 2. Les demandes de garanties des *hacendados* : une diabolisation stratégique ?

Avant même que la communauté commence à envahir la propriété de Huandobamba au début de 1962, les propriétaires réclament au préfet de garantir la sécurité de leurs biens et de leurs personnes. En effet, l’événement catalyseur est antérieur, et n’est autre que la sentence du tribunal de première instance en faveur de la communauté (action sur la possession des terres, en 1960). L’inquiétude des *hacendados* peut donc s’expliquer, en partie, par cet événement et par les prises de terres qui, dès le 5 décembre 1960, s’ensuivent. Par ailleurs, les propriétaires sont au courant des vagues de violence qui se déchaînent dans le département de Pasco, invasions violemment réprimées (Travezaño Valle, 1996) et, bien que les enjeux ne soient pas aussi importants à Ambo, ils se sentent menacés. En effet, la superficie et la rentabilité des propriétés d’Ambo (des haciendas familiales capitalisées) sont beaucoup moins importantes que les immenses propriétés de Pasco, appartenant à la compagnie minière et d’élevage nord-américaine, une véritable entreprise capitaliste aux importants capitaux. Pourtant, les demandes de garanties des propriétaires concernent autant leurs biens immobiliers que leurs personnes. Le sentiment d’insécurité qu’ils éprouvent vis-à-vis des *comuneros* peut provenir de multiples paramètres ou de leur combinaison. Leur richesse économique (la fabrique laitière) suscite, comme nous l’avons vu, des prétentions de la part de la communauté. Mais surtout, l’inquiétude des *hacendados* et des autorités pour contrôler ce qu’ils appellent « l’insubordination latente des indiens » se fait de plus en plus pressante à partir de l’année 1962. En effet, à partir de cette date, les propriétaires demandent au préfet une protection face aux rumeurs d’un « vaste plan subversif », selon leurs propres termes. Les *hacendados* dénoncent le danger de la mobilisation syndicale dans la vallée d’Ambo et des solidarités que les ouvriers de Pasco témoignent aux *comuneros* d’Ambo. Les autorités locales et surtout les *hacendados* diabolisent les

(39) Il s’agit du même juge qui s’est occupé de la défense des *comuneros* en février contre les propriétaires et les autorités locales. Je n’ai pas trouvé d’informations complémentaires sur ce juge nous permettant de mieux cerner le personnage et son rôle auprès de la communauté.

(40) Leg. 181. Exp. 2276 : rapports reçus du 8CGC en août-octobre 1962. Là encore, je n’ai pas trouvé trace de résolution de ce procès.

comuneros et leurs appuis syndicaux. Les requêtes des propriétaires de Huandobamba dénoncent l'influence active des « communistes » dans les revendications des *comuneros*. Ils rejettent entièrement la faute sur ces éléments extérieurs « pervers et extrémistes qui abusent de l'ignorance des indiens et les induisent en erreur » (41). Selon eux, sinon « pourquoi les *comuneros* n'auraient-ils pas réclamé leurs soi-disant terres communautaires sous la Colonie ou sous la République puisque leurs titres de propriété datent de l'époque coloniale ? », « pourquoi intentent-ils maintenant des procès et vont même jusqu'à lutter à mort pour récupérer des terres dont ils n'auraient jamais réussi à prouver qu'elles leur appartiennent ? » (42). Ainsi, leurs nombreuses demandes de protection et d'emprisonnement des leaders sont-elles justifiées par la présence de « ces agitateurs connus [qui] profitent de l'ignorance des indiens à des fins politiques, contre le gouvernement et la propriété privée ». Cet extrait du journal *La Prensa* est significatif de l'ambiance de l'époque.

« [...] la sociedad constantemente amenazada por elementos nocivos que pretenden debilitarla o destruirla para llevar a cabo sus propósitos de disolución social »
« Comunicado de la policía sobre Huánuco ». (43) *La Prensa*. 23 juin 1962.

En définitive, la mobilisation des propriétaires semble répondre à un danger extérieur dont les indices de sa propagation dans leur environnement, véhiculés par les rumeurs, provoquent une vague de panique et d'organisation de contre-insurrection. En fin de compte, plus que les paysans, ce sont les élites locales qui font référence aux événements de Pasco. D'ailleurs, les autorités policières et politiques du département de Huánuco ont réprimé les mouvements de prises de terres des *comuneros* de Pasco (44). Les demandes de garanties sont donc l'expression d'une insécurité croissante qui, alimentée par la diffusion de rumeurs, est à l'origine de la mobilisation des forces de police qui se mettent au service des *hacendados*, sans que l'on sache si leur mission est de les protéger ou d'effectuer des opérations d'expulsion des *comuneros*.

3. 3. 2. Au-delà des rumeurs, l'inquiétude gagne

La communauté reçoit le soutien d'une autre personne charismatique très engagée auprès des paysans : Genaro Lesdesma Izquieta, député du département de Pasco, principal instigateur et avocat des communautés de Pasco en lutte contre « l'impérialisme nord-américain » représenté par la compagnie minière *Cerro de Pasco Corporation*, et président du conseil municipal de Pasco à cette date. Il signe en tant

(41) Exp. 468-74. Tribunal civil mixte de Pasco. Requêtes de Hernández A. et Cortez G. au Juge de Terres le 29 mai 1965. « [...] perversos y extremistas que abusan de la ignorancia de los indios y los inducen en error ».

(42) Exp. 468-74. « por qué los comuneros no hubieran reclamado sus supuestas tierras comunales durante la Colonia o la República puesto que sus títulos de propiedad están fechados de la época colonial? », « por qué entablan hoy día procesos y luchan hasta la muerte para recuperar tierras que no hubieran podido probar que les pertenecen...? ».

(43) « [...] la société est constamment menacée par des éléments nocifs qui prétendent la fragiliser ou la détruire pour mener à bien leurs objectifs de dissolution sociale ». Communiqué de la police de Huánuco. Traduction libre.

(44) Les communautés en lutte contre les haciendas Paria, Jarria, Pacoyan réussissent à récupérer des terres ; le gouvernement est contraint de l'accepter après l'échec de sa politique de répression (Travezaño Valle, 1996).

qu'avocat la plainte, datée du 22 juin, du dirigeant de la communauté dénonçant l'assassinat des *comuneros* et la présence de la police dans la communauté. Le 23 juin, le rapport du service spécial de la *Policía de Investigación del Perú* (PIP) fait état de la présence de G. Ledesma aux funérailles des victimes de Huaylla y Aclacancha. Le fait que les services spéciaux de la police signifient sa présence indique, d'une certaine façon, à quel point les rumeurs d'un « vaste plan subversif » sont prises au sérieux par le gouvernement.

Au-delà des rumeurs, un véritable climat de peur et de tension s'installe dans la région, et la demande incessante par les propriétaires de renforts policiers provenant de Lima le confirme. Cette demande répond-elle à une certaine méfiance à l'égard de la garde civile locale ? À partir du début de 1962, les *hacendados* n'ont plus le contrôle absolu des autorités locales en place, puisque le commandant de poste de la garde civile d'Ambo n'est plus le compère de G. Cortez et la sous-préfecture n'est plus tenue par son gendre (45). Ainsi, les *hacendados* n'ont plus la mainmise sur les autorités locales pour maintenir l'ordre.

Ou alors, cette demande de renforts exprime-t-elle une défaillance réelle d'effectifs policiers ? Au cours des trois vagues de prises de terre, les propriétaires insistent régulièrement pour que soient envoyés des renforts policiers. Les chefs successifs du 8^e Commandement de la Garde Civile signalent aussi continuellement le manque d'effectifs pour maintenir l'ordre et attendent régulièrement les renforts provenant de Lima (46).

À cette période, des détachements policiers de Huánuco sont envoyés à Pasco pour mettre un terme aux mouvements paysans de prises de terres (Travezaño Valle, 1996). Ces gardes civils acquièrent une véritable expérience pour réprimer les invasions de terres, mais ne sont pas disponibles pour les propriétaires du département auquel ils sont rattachés. Les enjeux ne sont pas les mêmes entre Pasco et Ambo et le pouvoir central a fixé ses priorités. Toutefois, des renforts sont envoyés pour expulser les *comuneros* de la province d'Ambo, considérée comme une zone à risque par sa proximité et l'implantation de la FPCA. Mais, à la différence des renforts envoyés à Pasco, ils ne sont composés que de gardes civils, et non de militaires. De plus, les effectifs semblent osciller entre une dizaine et une quarantaine d'hommes : quatorze en juin 1962, quarante en juillet et cinq supplémentaires en janvier 1964. Au regard des quelques mille cinq cent gardes civils et républicains déployés en mai 1960 contre la communauté de Rancas et les cinq cents hommes de la troupe d'assaut contre celle de Yanahuanca, à Pasco en mars 1962, les forces de l'ordre disponibles à Ambo sont effectivement dérisoires.

Les troupes envoyées à Ambo ne sont toutefois pas que de simples policiers locaux. En effet, les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha exigent le retrait de l'unité des services spéciaux détachée dans la province parce qu'elle commettrait des exactions. Pourtant, le commandant de la garde civile justifie la présence de cette unité comme une mesure préventive face aux rumeurs de tentatives d'invasion des haciendas et face

(45) Du mois d'août jusqu'en novembre, six sous-préfets sont soit nommés soit remplacés. Cette instabilité correspond à l'instabilité politique nationale puisque les élections présidentielles de mai 1962 sont annulées par les militaires qui s'installent au pouvoir en formant une junte.

(46) Le 6 juillet, alors que l'invasion de Huandobamba continue, le chef du 8^e commandement de la garde civile attend les renforts de Lima et l'ordre d'intervention, car il n'a que 40 hommes disponibles. Télégramme du préfet au directeur général du gouvernement du ministère de l'Intérieur, daté du 6 juillet 1962. ARH. Leg 172. Exp. 2192.

aux alarmantes nouvelles d'invasion dans le département de Pasco. Ce qui lui permet d'arguer que cette requête est « l'œuvre d'agitateurs professionnels pour déprécier la Garde Civile et le gouvernement » (47). Le chef du 8^e Commandement de la Garde Civile chargé de l'opération d'expulsion « épuise sa tactique de persuasion pour obtenir l'expulsion sans l'intervention policière alors que les *comuneros* sont bien dirigés et que les autorités communautaires se cachent » (48). Mais, en septembre 1962, une dénonciation de tortures de *comuneros* arrêtés par la Garde Civile arrive sur le bureau préfectoral (49). Parle-t-on de tactique de persuasion ou d'intimidation ?

En définitive, les conditions dans lesquelles se trouvait la région à cette période peuvent effectivement laisser penser qu'il s'agit d'un *atropello policial* (violence policière) comme cela a été dénoncé par le juge et les leaders du mouvement syndical. Elle a pu être suscitée par la peur des *hacendados* de voir leur propriété privée menacée ; par la situation politique nationale instable qui reflète les conflits de pouvoirs et les abus qui peuvent en découler ; par des éléments incontrôlables issus du racisme ambiant, de la panique face à la faiblesse des effectifs dépêchés, d'un esprit de vengeance (le garde civil attaqué). Il importe dans ce travail de prouver l'existence d'une multiplicité de causes susceptibles d'avoir participé au dérapage vers la violence.

3. 4. La perception des possibilités de succès

Il est intéressant, par ailleurs, de sonder l'ampleur de l'impact que les événements de 1962 ont pu avoir sur les conceptions, les moyens et les fins de la communauté de Huaylla y Aclacancha pour récupérer ses terres. Cet impact peut se percevoir en partie à travers la troisième vague de prises de terres, laquelle est à mettre en corrélation avec la récente investiture du président Fernando Belaunde Terry (en juillet 1963), puisqu'elle débute en septembre-octobre 1963.

3. 4. 1. Une perception inscrite dans le contexte national

En premier lieu, il convient de se demander si la mobilisation de la communauté, à l'aube du 3 octobre 1963 est l'expression de son mécontentement face aux réticences policières pour mener l'action de délimitation des propriétés de Huandobamba, prévue les 24, 25, 26 septembre. En effet, les nouveaux chefs de la garde civile et de la région de police invoquent le manque d'effectifs, le climat tendu qui persiste entre les parties, et la situation explosive qui demeure dans le centre du pays (ils font référence aux prises de terre violentes à Pasco et à Junín) pour ajourner cette action (50). Le mécontentement paysan est d'autant plus fort que le nouveau président prône, depuis sa campagne, l'instauration d'une réforme agraire nationale (51). Dans ces conditions, la

(47) Leg. 158. Exp. 2069. “la obra de agitadores profesionales para menospreciar la guardia civil y el gobierno”.

(48) Télégramme du préfet au ministère de l'Intérieur, daté du 6 juillet 1962. ARH. Leg 172. Exp. 2192.

(49) Document secret. ARH. Legajo 172. Exp. 2192.

(50) Leg. 153. Exp. 2031 : rapports reçus de la garde civile et de la *Policía de Investigación del Perú* en 1963.

(51) La présidence de Belaunde est caractérisée par sa campagne “*pueblo por pueblo*” pour annoncer la réforme agraire (Remy, 1990 : 87).

communauté n'estime-t-elle pas légitime de récupérer ses terres ? Ce qui expliquerait pourquoi les *comuneros* occupent pacifiquement une partie des terres de l'hacienda Huandobamba.

Par ailleurs, le propriétaire touché par ces occupations de terre dénonce l'invasion au préfet et demande un soutien policier. Mais seul l'acte de conciliation qui figure dans toute attestation de garanties, sera signé. Les prises de terres se poursuivent dès les 4 et 5 octobre dans l'hacienda Ichocán. Et, suivant le même schéma, les *comuneros* et les *hacendados* signent un accord sous l'égide du préfet. Les autorités policières refusent, elles aussi, d'intervenir et demandent même le transfert du dossier devant les tribunaux lorsque le directeur du collège Leoncio Prado dénonce l'invasion.

Ce changement d'attitude de la part des autorités locales n'est pas si surprenant si l'on tient compte du fait qu'avec l'investiture présidentielle de Fernando Belaúnde Terry sont transmises de nouvelles consignes pour maintenir l'ordre interne. De plus, le changement de gouvernement entraîne un changement des chefs du Commandement de la garde civile et de la région de police. Ainsi, bien que les actions menées restent identiques (un meeting important dans la province est suivi de vagues d'invasions pacifiques des terres) la répression par la force face aux prises de terres successives n'est plus à l'ordre du jour.

Cependant, la situation reste tendue et chaque partie se mobilise pour garder l'avantage sur le terrain. Par exemple, le 11 octobre 1963, les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha dénoncent un garde civil à la retraite, gendre de G. Cortez, pour délit de menaces avec arme à feu et destruction d'un canal d'irrigation. Le rapport du commandant de poste ne prend pas en considération la plainte : il accuse les *comuneros* de « voler » l'eau de l'hacienda, tout en disculpant le gendre, en visite à l'hacienda, d'avoir envoyé les gardes civils pour rétablir l'ordre (52). Comme nous avons pu le remarquer tout au long de ce travail, le principal propriétaire touché par les prises de terre est Gerardo Cortez. L'impunité dont il peut jouir révèle son pouvoir de coercition.

Dans ce contexte incertain, le dirigeant de la communauté demande le 25 octobre l'organisation d'une réunion pour confronter les titres de propriété. Prévue le 4 novembre, la réunion sera annulée par le préfet. D'un autre côté, les forces syndicales se mobilisent contre le projet de réforme agraire que le parlement dominé par l'APRA a vidé de son contenu. Bien que la communauté adhère à la nouvelle Fédération régionale des communautés et paysans du centre, présidée par R. Núñez Laforé, des divergences d'intérêts apparaissent rapidement entre les forces syndicales et la communauté de Huaylla y Aclacancha.

3. 4. 2. *Le changement d'attitude de la communauté*

La propagande, tant gouvernementale que syndicale, s'est appropriée la tuerie d'Ambo pour aiguïser les tensions déjà fortement perceptibles sur l'ensemble du territoire. Pourtant cet événement tragique ne semble pas constituer un catalyseur pour le développement des *luchas campesinas* de plus grande ampleur dans la région. Au contraire, il déclenche un changement d'attitude de la communauté qui oriente à nouveau son action vers les instances gouvernementales, tant judiciaires qu'administratives.

(52) Comme il arrive fréquemment, les anciens policiers deviennent les vigiles particuliers des *hacendados*. Les vigiles des propriétés de la *Copper Corporation* à Pasco sont aussi des policiers proches de la retraite. Selon Travezaño Valle (1996 : 10).

Les promesses d'une réforme agraire ont-elles fait entrevoir de nouvelles possibilités, autres que les actions syndicales, à la communauté pour obtenir la propriété des terres ? Pourtant, en 1965, la Cour Suprême de Lima, saisie par la communauté l'année antérieure, se prononce définitivement en faveur des propriétaires. Comme le souligne le Président de la Cour Suprême de Justice en 1963, Roberto F. Garmendia, " en cent quarante ans d'existence du pouvoir judiciaire au Pérou, aucun indien n'a gagné un procès " (Revilla & Price, 1992 : 63).

À partir du mois de mai 1965, la lutte sur le front judiciaire s'engage entre la communauté et les *hacendados* pour dénoncer les vices de forme et de fond des requêtes pour la possession des terres (53). Selon le représentant de la communauté, les *comuneros* seraient empêchés dans la réalisation de leurs travaux agricoles par les propriétaires, sur les terres qui sont l'objet d'un litige judiciaire, mais que la communauté affirme posséder de façon continue depuis l'année 1786, selon ce qu'indiquent les titres coloniaux de propriété. Dans cette démarche, le dirigeant est assisté d'un avocat et s'appuie sur la Loi de Réforme Agraire.

Ces données invitent à tirer la conclusion que le nouvel espace légal ouvert par cette loi se dessine comme un chemin dans lequel la communauté s'engage alors que les mouvements syndicaux la rejettent. Toutefois, ce n'est que le 24 septembre 1965, c'est-à-dire un an plus tard, que la province d'Ambo est déclarée zone de réforme agraire au même titre que les départements de Pasco et de Junín qui, eux, l'étaient depuis le 29 décembre 1964. Deux mois plus tard, a finalement lieu l'action de délimitation de la propriété de Huandabamba. Le bornage se situe au niveau de la gorge de Pacay-Ragra (limite contestée depuis 1932), entre la propriété de Pedregal et la communauté de Huaylla y Aclacancha.

CONCLUSION

L'histoire de la tuerie d'Ambo peut, en partie, être considérée comme une révolte annonciatrice des réformes agraires mises en place sous le gouvernement de F. Belaúnde en 1964 puis par le gouvernement des forces armées en 1969. En effet, comme nous l'avons vu, la mobilisation de la communauté de Huaylla y Aclacancha se développe face aux processus d'expropriation que l'État met en place pour contenir la protestation paysanne en proposant une réforme contrôlée et limitée des structures agraires. La communauté réclame, quant à elle, l'application des droits de propriété qui lui reviennent en tant qu'entité juridique reconnue à la suite des Constitutions politiques de 1920 et 1933. Pourtant, bien que la vallée d'Ambo soit déclarée zone de réforme agraire en 1965, l'appareil judiciaire se prononce sur la propriété des terres en litige en faveur des propriétaires de Huandobamba.

L'analyse des choix opérés par la communauté vis-à-vis des forces syndicales quant au projet de réforme agraire adopté par le Parlement nous permet d'entrevoir le climat de tension qui encourage les forces armées menées par le général J. Velasco à s'emparer du pouvoir et à promulguer la loi de réforme agraire. Cette loi crée la coopérative agraire « José Olaya Ltd. 6 » par laquelle les *comuneros* de

(53) Requête de F. López signée par l'avocat des copropriétaires datée du 1^{er} juillet 1965. Archives du Tribunal civil mixte de Pasco. Exp. 254-77.

Huaylla y Aclacancha peuvent jouir des terres après l’expropriation de l’hacienda Huandobamba.

Cependant, la révolte de la communauté de Huaylla y Aclacancha est avant tout l’expression de forces sociales qui cherchent à affirmer leur place dans une période de grands changements. L’étude de cette révolte nous permet de voir comment les paysans de la communauté de Huaylla y Aclacancha tentent de transformer ces événements en opportunités pouvant augmenter leurs chances de participer à ces mutations. Ainsi, nous avons remarqué qu’être reconnu propriétaire collectif des terres selon ses titres ancestraux, est la condition sur laquelle toute réclamation de la communauté est fondée. Pour que cette reconnaissance soit officiellement approuvée, la communauté doit faire valider ses plans de cadastre. La défense collective du territoire communautaire est aussi la condition selon laquelle les *comuneros* peuvent jouir et user des biens communautaires reconnus et, dans ce cadre, prendre des initiatives économiques individuelles et/ou familiales. Ainsi, la communauté exprime sa volonté de s’intégrer à la vie nationale en pleine mutation économique et politique tout en revendiquant le droit de gérer de façon autonome les moyens de parvenir à cette intégration (par la parcellisation, la construction de routes et d’écoles, par exemple). Ainsi, l’étude de cette révolte nous montre comment les *comuneros* de Huaylla y Aclacancha utilisent la législation issue du gouvernement de A. Leguía et de l’indigénisme des années 1920-1930, non pour résister aux changements mais parce qu’elle est considérée comme le seul moyen adéquat à leur disposition.

Grâce à une problématique nouvelle, ce travail permet donc d’entrevoir l’étude des révoltes paysannes andines autrement qu’à travers le prisme des conjonctures économiques (Stern, 1987 ; Mallón, 1983 ; Piel, 1967 ; Larson, 1995). Les travaux sur les révoltes paysannes se sont attachés à souligner les capacités des paysans à « résister, améliorer ou survivre face aux effets destructeurs du capitalisme » (Stern, 1987 : 7). Or la protestation peut aussi provenir, comme nous l’avons vu, de la frustration née de la non application d’une législation favorable à l’intégration des communautés indigènes. De plus, les archives préfectorales sur lesquelles repose ce travail m’ont permis d’appréhender le rôle que jouent les autorités communautaires en tant que porte-parole des *comuneros* auprès des instances étatiques, pour mener les stratégies de défense du territoire communautaire et tenter de faire appliquer les lois constitutionnelles. Dans un contexte où l’incertitude de la situation agraire et politique mobilise toutes les forces du pays, nous avons vu que les membres de la communauté de Huaylla y Aclacancha prennent autant d’initiatives individuelles que collectives pour faire valoir leurs droits et mener des stratégies d’intégration à la vie politique et économique nationale.

L’analyse de la tuerie d’Ambo est un premier pas pour tenter de comprendre comment certaines communautés indigènes perçoivent les contextes dans lesquels elles interagissent et quelles stratégies sont alors mises en oeuvre.

Références citées

- Archives du Palais de Justice de Huánuco.
- Archives du PETT (Proyecto Especial de Titulación de Tierras y Cadastro Rural) et de l'Asesoría jurídica (assistance juridique), tous deux dépendant du bureau régional du Ministère de l'Agriculture.
- Archives du Tribunal civil mixte de Pasco.
- Archives Générales de la Nation (AGN). Section Préfecture. 1944-1956.
- Archives Régionales de Huánuco (ARH). Section préfecture. 1911-1970.
- BANDERA ROJA*, journal du PCP pro-chinois.
- BÉJAR, H., EGUREN, F., PLAZA, O. & REMY, M. I., 1990 – *La presencia del cambio: campesinado y desarrollo rural*, 159 p. ; Lima : DESCO.
- BENSA, A., 1996 – De la micro-histoire vers une anthropologie critique. In *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience* (J. Revel, dir.) : 37-70 Paris : Gallimard-Le Seuil.
- BEY, M., 1994 – *Le meilleur héritage: stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*, 203 p. Paris : ORSTOM.
- BLANCO, H., 1972 – *Tierra o muerte*, 184 p. ; Mexico : Siglo XXI (4th éd.).
- BULLICK, L., 1991 – *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIXe et XXe siècles*, thèse de sciences politiques, Paris 1-La Sorbonne ; Paris.
- CABALLERO, J. M., 1981 – *Economía agraria de la sierra peruana antes de la reforma agraria de 1969*, 430p. ; Lima : IEP Estudios de la sociedad rural, n° 7.
- CHASSIN, J. & DAUZIER, M., 1981 – La participation des indiens au mouvement d'Indépendance : le soulèvement de Huánuco, Pérou en 1812. *Cahier des Amériques Latines*, n° 23 : 7-45 ; Paris.
- COTLER, J., 1978 – *Clases, Estado y Nación*, 407 p. ; Lima : IEP
- CRAIG, W., 1983 – El movimiento campesino en La Convención, Perú. In : *La Convención: el trabajo y sus luchas sociales* (Ochoa, U., éd.) : 59-80 ; Cusco Amauta.
- DEMÉLAS, M.-D., 1992 – *L'invention politique : Bolivie, Équateur, Pérou au XIXe siècle*, 626 p. ; Paris : Ed. Recherche sur les civilisations.
- EL COMERCIO* – Département des périodiques de la Bibliothèque Nationale de Lima.
- FIORAVANTI, E., 1976 – *Latifundio y sindicalismo agrario en el Perú, El caso de los Valles de La Convención y Lares (1958-64)*, 225p. ; Lima : IEP Estudios de la sociedad rural, n°3 (2^{ème} éd.).
- FLORES GALINDO, A., 1978 – Apuntes sobre las ocupaciones de tierra y el sindicalismo agrario, 1945-1964. In *Allpanchis: movimientos campesinos*, Vol. 11, n° spécial : 175-185.
- GUZMAN, V. & VARGAS, V., 1981 – *Cronología de los movimientos campesinos: 1956-64*, 209 p. ; Lima : IDEAS.
- HOBSBAWM, E., 1983 – Un ejemplo de neofeudalismo: La Convención, Perú. In : *La Convención: el trabajo y sus luchas sociales* : 35-57 ; Cusco Amauta.
- KAPSOLI, W., 1975 – Los movimientos campesinos en Cerro De Pasco : 1880-1963. In *Anales Científicos de la Universidad del Centro del Perú*, n° 4 : 187-333 ; Huancayo.
- KAPSOLI, W., 1981 – Movimientos campesinos en las haciendas de Cerro de Pasco. In : *Levantamientos campesinos siglos 18-20* (Solano Saez J., comp.) : 154-170 Huancayo : Universidad Nacional del Centro.
- LA PRENSA*.
- LACHENAL, M., 1999 – *Entre ruptures et continuités : la révolte de Huánuco en 1812. Un processus de transition au coeur des guerres d'indépendance péruvienne*, mémoire de DEA, Histoire, IHEAL-Paris III, Paris, 103 p.
- LACHENAL, M., 2001 – *Histoires de terrain : les archives régionales de Huánuco (Pérou), Histoire et Sociétés de l'Amérique Latine*, n° 13 : 1-23 ; Paris : Harmattan.

- LARSON, B., HARRIS, O. & TANDETER, E., eds., 1995 – *Ethnicity, markets, and migration in the Andes: at the crossroads of history and anthropology*, 428 p. ; Duke University : Duke University Press.
- LOI DE RÉFORME AGRAIRE, 1964 – Loi N° 15037, du 27 mai 1964. www.leyes.congreso.gob.pe/
- MALETTA, H. & BARDALES, A., s.f – *Perú: las provincias en cifras, 1876-1981*, 272p. + 375 p. + 215 p. ; Lima : AMIDEP-Universidad del Pacífico, 3 vols.
- MALETTA, H. & MAKHLON, K., s.f. – *Perú: las provincias en cifras, 1876-1981*, vol. 3, 215 p. ; Lima : AMIDEP-Universidad del Pacífico.
- MALLÓN, F., 1983 – *The Defense of Community in Peru's Central Highlands. Peasant Struggles and Capitalist Transition, 1860-1940*, 384 p. ; Princeton : Princeton University Press.
- MALLÓN, F., 1995 – Authoritarianism, Political Culture, and the Formation of the State, Landowners, Agrarian Movements and the Making of National Politics in Nineteenth Century Mexico and Peru. In : *Agrarian Structure and Political Power*, 68: 67-109; Pittsburg : University of Pittsburgh Press.
- MATOS MAR, J. (ed.), 1976 – *Hacienda, comunidad y campesinado en el Perú*, 390 p. ; Lima : IEP.
- MENDRAS, H., 1995 – *Les sociétés paysannes, éléments pour une théorie de la paysannerie*, 368 p. ; Paris : Gallimard (2^{de} éd.).
- PIEL, J., 1967 – Un soulèvement rural péruvien Tocroyoc 1921. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, **Tome XIV, octobre-décembre** : 375-406.
- PIEL, J., 1995 – *El Capitalismo agrario en el Perú*, 622 p. ; Lima-Salta : IFEA-Universidad nacional de Salta (2^{ème} éd.).
- REMY, M. I., 1990 – Modernos o tradicionales? Las ciencias sociales frente a los movimientos campesinos en los últimos 25 años. In : *La presencia del cambio: campesinado y desarrollo rural* (Béjar, H., Eguren, F., Plaza, O. & Remy, M. I., eds.) : 79-17 ; Lima.
- REMY, M. I., 1991 – Sindicalización campesina y recuperación de tierras, Cuzco, 1960-1964. In : *Congreso Nacional de Investigación en Historia* (Rodríguez Pastor, H. éd.), **T. 1** : 227-236 ; Lima : CONCYTEC (Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología).
- REVILLA, A. T. & PRICE, J., 1992 – *La administración de la justicia informal: posibilidades de integración*, 329 p. ; Lima : Fundación Bustamante de la Fuente.
- STERN, S. (comp.), 1987 – *Resistance, Rebellion and Consciousness in the Andean Peasant World: 18th to 20th Centuries*, 413 p. ; University of Wisconsin Press.
- TRAVEZANO VALLE, E., 1996 – *Campesinos que derrotaron a gamonales y militares*, 268 p. ; Lima : ed. San Marcos.
- TRIVELLI, C., 1992 – Reconocimiento legal de comunidades campesinas: una revisión estadística. *Debate Agrario*, n° 14 : 23-37; Lima.
- UNIDAD, journal du parti PCP pro-soviétique.
- VARALLANOS, J., 1959 – *Historia de Huánuco*, 672 p. ; Buenos Aires : Imprenta López.
- P. VOZ OBRERA, journal du POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire, trotskiste).
- WEBER, E., 1983 – *La fin des terroirs, la modernisation de la France rurale 1870-1914*, 845 p. ; Paris : Fayard (2^{ne} éd.).